

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

HÉRITAGES HISTORIQUES ET GUERRES IDENTITAIRES : LE CAS UKRAINE–RUSSIE

TRAVAIL DE RECHERCHE DIRIGÉ

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

VINCENT LANDREVILLE

OCTOBRE 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce document diplômant se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév. 04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Faculté de science politique et de droit
Département de science politique

Le présent mémoire intitulé
HÉRITAGES HISTORIQUES ET GUERRES IDENTITAIRES : LE CAS UKRAINE–RUSSIE

Présenté par
Vincent Landreville

A été évalué par le jury composé de

Justin Massie
Direction de recherche

Dominique Arel
Évaluateur/Évaluatrice (Projet de recherche)

Emmanuelle Rousseau
Évaluateur/Évaluatrice (Travail de recherche)

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je tiens à remercier le professeur Justin Massie de l'UQAM, sans qui la réalisation de ce travail de recherche dirigé n'aurait pas été possible. Il s'agit d'un privilège pour moi d'avoir bénéficié du soutien indéfectible d'un expert reconnu en politique internationale, de défense et de sécurité. Cette expérience a été des plus enrichissantes et a su marquer une conclusion stimulante de mon parcours universitaire à la maîtrise. Je lui exprime toute ma gratitude pour avoir accepté de diriger ce travail.

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance envers ma famille, qui a toujours été un socle solide durant cette aventure. Mes parents, par leur présence attentive et leur soutien inébranlable, ont su m'apporter un équilibre précieux. Leur confiance constante et leurs paroles réconfortantes ont nourri ma détermination et m'ont encouragé à avancer, même dans les moments les plus difficiles.

Je souhaite également adresser un remerciement tout particulier à ma sœur et à ses filles. Leur énergie positive et leurs encouragements sincères ont été une source de joie et de motivation. Leur soutien chaleureux a illuminé mon chemin et m'a aidé à garder le cap tout au long de ce parcours exigeant.

Enfin, je tiens à remercier Dominique Arel, dont les conseils avisés au début du processus ont orienté ma recherche et m'ont aidé à structurer mon travail ainsi qu'à Emmanuelle Rousseau pour ses retours constructifs lors de l'évaluation.

À vous tous, ainsi qu'à tous ceux qui m'ont soutenu au travers de ce processus, je vous adresse mes plus sincères remerciements.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	v
RÉSUMÉ.....	vi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : FONDEMENTS THÉORIQUES DES GUERRES IDENTITAIRES.....	7
1.1 Définition et caractéristiques des guerres identitaires.....	7
1.2 Causes et dynamiques des conflits identitaires	10
1.3 Approches théoriques de résolution des conflits	16
1.4 Limites et forces conceptuelles de la théorie dans le cadre d'analyse de la guerre en Ukraine.....	18
1.5 Conclusion	21
CHAPITRE 2 : RACINES HISTORIQUES ET IMPACT DES ANTAGONISMES IDENTITAIRES SUR LE CONFLIT UKRAINIEN.....	22
2.1 L'Ukraine sous la Russie impériale : assimilation et répression.....	22
2.2 L'ère soviétique : répression politique et génocide culturel	26
2.3 L'indépendance et l'affirmation identitaire post-URSS	31
2.4 L'escalade des tensions et le déclenchement du conflit armé	35
2.5 Influence des fractures historiques sur les relations russo-ukrainiennes.....	38
2.6 Conclusion	43
CHAPITRE 3 : VERS UNE RÉSOLUTION DIFFICILE DU CONFLIT: APPLICATION DE L'APPROCHE THÉORIQUE.....	45
3.1 Application de la théorie des guerres identitaires au cas ukrainien.....	45
3.2 Discours et positions ukrainiennes face aux négociations.....	49
3.3 Dynamique identitaire et obstacles à la résolution du conflit.....	52
3.4 Recommandations pour une résolution durable du conflit.....	53
3.5 Conclusion	56
CONCLUSION.....	58
BIBLIOGRAPHIE	61

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

HRW	Human Rights Watch
OUN	Organisation des nationalistes ukrainiens
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
RSSU	République socialiste soviétique d'Ukraine
UE	Union Européenne
UPA	Armée insurrectionnelle ukrainienne
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

RÉSUMÉ

Ce travail de recherche dirigé analyse la guerre actuelle entre l'Ukraine et la Russie à travers le concept des guerres identitaires. En s'appuyant sur un cadre théorique riche et une exploration approfondie des racines historiques du conflit, l'étude met en lumière comment les antagonismes culturels, linguistiques et mémoriels, forgés depuis le XVII^e siècle, se sont cristallisés au fil des siècles, alimentant un affrontement où la souveraineté, l'identité nationale et la mémoire collective se disputent autant que les territoires. En retracant les politiques d'assimilation impériales, la répression soviétique et la résurgence du nationalisme ukrainien, cette recherche démontre que la guerre en Ukraine dépasse les enjeux géopolitiques et économiques pour s'ancrer dans une lutte existentielle autour de la reconnaissance identitaire. L'analyse théorique est complétée par l'examen des obstacles structurels et symboliques à la paix, proposant ainsi une lecture nuancée qui articule dynamiques historiques, réalités contemporaines et perspectives de résolution.

Mots clés : Guerre identitaire, Ukraine, Russie, Révolution de Maidan, conflit russo-ukrainien, souveraineté, nationalisme, histoire, mémoire, identité, culture.

INTRODUCTION

Au cours des derniers mois, l'actualité internationale a été marquée par une intensification des discussions entourant le conflit opposant la Russie à l'Ukraine. Cette résurgence d'intérêt s'explique notamment par le changement d'administration présidentielle aux États-Unis et les orientations diplomatiques qui en découlent, ainsi que par l'annonce du renouvellement du soutien européen à la résistance ukrainienne. Dans ce contexte, l'établissement d'un cessez-le-feu et la mise en place d'un processus de paix durable constituent des enjeux centraux des négociations diplomatiques. Cependant, comme l'a illustré la rencontre du 28 février 2025 entre le président américain Donald Trump et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, ce processus est loin d'être parmi les plus aisés à réaliser. En effet, tant les acteurs politiques que l'opinion publique peinent à appréhender pleinement la nature profonde de ce conflit.

La recherche d'une résolution diplomatique s'est heurtée à plusieurs obstacles structurels, largement documentés dans la littérature. D'abord, l'incompatibilité fondamentale des objectifs entre les deux belligérants a jusqu'à présent constitué un frein majeur au dialogue. La Russie revendique le contrôle des territoires ukrainiens annexés, la neutralité militaire de l'Ukraine ainsi que son désarmement, tandis que Kyiv rejette toute concession territoriale et insiste sur son indépendance (Plokhy, 2023 ; Kuzio, 2022 ; Sydorenko, S. & Oliynyk, 2025). Cette divergence rend difficile tout compromis acceptable pour les deux camps.

Ensuite, les dynamiques internes en Russie et en Ukraine ont complexifié la possibilité de négociations. Le régime de Vladimir Poutine repose sur une rhétorique nationaliste et expansionniste, rendant politiquement coûteux tout recul sur l'Ukraine (McFaul, 2020 ; Oksamytyna, 2023). De son côté, l'Ukraine voit toute concession comme une trahison de ses efforts militaires et de son peuple (Onuch & Hale, 2023). Le rôle des puissances internationales a contribué également à la prolongation du conflit. Les États-Unis et l'UE ont imposé des sanctions massives à la Russie et fournissent une aide militaire substantielle à l'Ukraine, ce qui réduit les incitations russes à négocier dans une position de faiblesse (Hess, 2023 ; Sarotte, 2021). À l'inverse, la Chine et d'autres puissances émergentes maintiennent une position plus ambiguë, limitant la pression diplomatique sur Moscou (Lévesque & Breault, 2016).

Enfin, la méfiance mutuelle et l'absence de mécanismes de sécurité crédibles entravent les efforts de médiation. Les précédents accords de Minsk ont échoué en raison de violations répétées et d'un manque de volonté politique des parties impliquées (Arel & Driscoll, 2022 ; Massie, 2022). La persistance d'objectifs inconciliables et l'absence de confiance réciproque rendent ainsi toute résolution diplomatique extrêmement difficile, prolongeant un conflit dont l'issue demeure incertaine.

Cela dit, comprendre les facteurs qui empêchent une résolution rapide du conflit suppose également de s'interroger sur les origines profondes de la guerre. Il y a un meilleur potentiel à déterminer une façon viable de mettre fin à un conflit si l'on est en mesure d'évaluer les raisons pour laquelle celle-ci s'est enclenchée en premier lieu. Un grand nombre d'experts se sont exprimés sur ce sujet. L'un des discours populaires est celui des tensions avec l'Occident, notamment autour de l'élargissement de l'OTAN comme facteur d'escalade du conflit. Certains auteurs soulignent les craintes russes face à l'influence croissante de l'alliance en Europe de l'Est, tandis que d'autres insistent sur la volonté de Moscou de redessiner l'ordre international à son avantage (Sarotte, 2021 ; Marten, 2023 ; Haroche, 2023). Pour certains, les actions militaires de la Russie reflètent une guerre préventive fondée sur les notions de dilemme de sécurité (Posen, 2025). Sur le plan économique, la guerre s'accompagne d'un affrontement stratégique marqué par des sanctions et une lutte pour le contrôle des ressources énergétiques (Hess, 2023). En ce sens, plusieurs analyses interprètent l'invasion comme une résurgence impérialiste russe visant à restaurer son influence sur l'espace post-soviétique (Oksamytina, 2023 ; Van Herpen, 2015). Cette lecture met en lumière l'usage de la diplomatie culturelle et des récits historiques pour légitimer l'intervention militaire (Valenza, 2023).

Cependant, ces approches, bien qu'elles soient pertinentes dans l'analyse du conflit, présentent certaines limites. D'abord, elles tendent à offrir une lecture linéaire et simplificatrice d'un phénomène géopolitique profondément complexe. Si l'élargissement de l'OTAN constitue un facteur d'inquiétude pour Moscou depuis les années 1990, cela n'explique pas entièrement pourquoi un conflit ouvert n'a éclaté qu'en 2014, puis à grande échelle en 2022. Cette temporalité suggère que d'autres facteurs doivent être pris en compte. En particulier, ces récits géopolitiques ont souvent pour effet d'évacuer les dynamiques internes propres à l'Ukraine et la relation asymétrique qu'elle entretient avec la Russie.

Certes, l’élargissement de l’OTAN est souvent invoqué comme facteur déclencheur du conflit russo-ukrainien. Toutefois, cette lecture géostratégique ne résiste pas au besoin d’une analyse temporelle plus étendue du comportement russe. L’adhésion des pays d’Europe centrale à l’OTAN s’est opérée dans les années 1990 et 2000 sans provoquer de conflit majeur, malgré les mêmes inquiétudes sécuritaires exprimées par Moscou à l’époque (Plokhy & Sarotte, 2020). La décision d’attaquer l’Ukraine, d’abord en 2014 puis à grande échelle en 2022, intervient bien après ces élargissements, et semble davantage corrélée à l’affirmation de l’Ukraine comme État souverain, démocratique, et tourné vers l’Europe. Un positionnement quand même récent étant donné vu les déclarations beaucoup moins hostiles à l’égard de l’idée d’une possible adhésion de l’Ukraine à l’OTAN de la part de la Russie au début des années 2000 (Russia Matter, 2022). En ce sens, l’explication sécuritaire classique fondée sur le dilemme de sécurité (Posen, 2025) ne permet pas de comprendre pourquoi seule l’Ukraine a été ciblée militairement par la Russie, alors même que d’autres pays frontaliers, comme les États baltes, étaient déjà membres de l’OTAN depuis plus d’une décennie.

Plusieurs chercheurs soulignent également que la justification impérialiste avancée par Moscou constitue en réalité une façade servant à masquer des enjeux bien plus fondamentaux. Ce n’est pas tant l’Ukraine en tant que territoire qui menace la Russie, mais l’Ukraine en tant que modèle alternatif : une nation post-soviétique qui réussit, malgré les tensions internes, à affirmer une identité démocratique autonome, tournée vers l’Europe, en rupture avec le système autoritaire russe (Arel & Driscoll, 2022; Lebedev, 2022). Ce principe minerait ainsi la légitimité du régime russe sur son propre territoire, en exposant sa population à un contre-exemple régional. Dans cette optique, c’est une crainte d’un effondrement idéologique du régime face à un voisin qui incarne une trajectoire opposée. Cette lecture de la politique russe vis-à-vis de l’Ukraine ne repose pas uniquement sur des impératifs géostratégiques, mais sur un rejet viscéral de l’identité ukrainienne comme entité politique distincte (Kuzio, 2022).

Cela dit, la souveraineté ukrainienne est pourtant au cœur du conflit : Kyiv s’affirme comme un État démocratique désireux de se rapprocher des institutions occidentales, tandis que Moscou s’efforce de maintenir l’Ukraine dans sa sphère d’influence (Popova & Shevel, 2024 ; Lebedev, 2022). Le nationalisme russe joue un rôle moteur, à travers la rhétorique selon laquelle Russes et Ukrainiens formeraient un seul et même peuple, une thèse explicitement reprise par Vladimir Poutine et catégoriquement rejetée par la société ukrainienne (Kuzio, 2022 ; Plokhy, 2023). Depuis l’annexion de la Crimée en 2014, la guerre du Donbass a illustré la stratégie hybride de la Russie, combinant guerre irrégulière, désinformation, et

soutien aux milices séparatistes (Marangé, 2017 ; Allison, 2014). Cette approche a permis à Moscou de déstabiliser durablement son voisin sans provoquer, dans un premier temps, une confrontation militaire directe de grande ampleur.

Alors que les débats médiatiques et politiques mettent principalement l'accent sur des considérations géostratégiques, territoriales, l'expansion de l'OTAN ou les enjeux énergétiques comme causes du conflit, l'incapacité des discussions à aboutir à une résolution pacifique suggère la nécessité d'une réflexion plus approfondie. Ainsi, une question fondamentale s'impose : au-delà des facteurs géopolitiques, qu'est-ce qui explique les difficultés persistantes à établir un compromis diplomatique entre la Russie et l'Ukraine ?

En réponse à cette question, nous démontrerons que la limitation du contexte historique du conflit autour de l'invasion de 2022, de la Révolution de Maidan en 2013-2014 ou même des années 1990 et 2000 omet la profondeur historique des relations entre ces deux nations marquées par de la cohabitation et de l'antagonisme. Un passé commun qui constitue d'ailleurs l'un des arguments centraux mobilisés par le président Vladimir Poutine pour justifier l'interventionnisme russe en Ukraine comme nous l'avons mentionné, mais révèle aussi une lutte perpétuelle de la nation ukrainienne pour préserver son identité face à une tentative constante d'assimilation et de domination culturelle de la part de la Russie.

Selon nous, il devient possible de requalifier en partie ce conflit comme une véritable guerre identitaire. Au même titre que le conflit israélo-palestinien, celui opposant la Russie à l'Ukraine ne saurait se réduire à de simples enjeux territoriaux ou économiques ; il s'ancre dans des dimensions profondes, culturelles et symboliques, qui structurent les rapports entre ces deux nations. Par conséquent, la résolution de cette crise nécessite davantage que des accords de redistribution territoriale ou de partage de ressources. Elle exige des engagements politiques et institutionnels plus complexes, incluant des garanties de sécurité et des mécanismes de reconnaissance nationale, des éléments qui peuvent être identifiés comme étant centraux dans le discours ukrainien face à tout processus de paix.

Ce travail de recherche vise ainsi à démontrer que la guerre en Ukraine relève également d'une logique identitaire dont les racines remontent aux XVII^e et XVIII^e siècles. L'objectif est d'élucider les spécificités de ce type de conflit et de contribuer à la recherche permettant de favoriser l'établissement d'une paix non seulement immédiate, mais surtout durable et légitime aux yeux des parties prenantes.

Pour y parvenir, nous examinons comment cette dynamique historique a progressivement évolué jusqu'à prendre la forme de la guerre ouverte dont nous sommes témoins aujourd'hui, et en quoi cette dimension identitaire constitue un facteur de complexification majeur du processus de paix. Nous concentrons nos efforts d'analyse autour de l'évolution historique des mouvements identitaires, culturels et nationalistes ukrainiens au travers de la période sélectionnée, soit du XVII^e à aujourd'hui. En parallèle, une attention particulière a été portée aux interactions de ces mouvements avec la Russie, dans la mesure où le nationalisme est ici envisagé comme le produit d'un narratif historique basé sur une perception des identités collectives et des groupes antagonistes (Smith, 1991). Ultimement, nous soulevons différents éléments identitaires et historiques à l'aune de la théorie des guerres identitaires.

La démarche méthodologique adoptée repose sur une analyse qualitative et comparative, articulant théorie et étude de cas. L'objectif est d'évaluer la pertinence du cadre des guerres identitaires, initialement développé pour des conflits civils, lorsqu'il est appliqué à un conflit interétatique présentant d'importantes dimensions identitaires. Concrètement, l'opérationnalisation du cadre théorique se fait en trois étapes, débutant par une conceptualisation et identification des variables clés issues de la théorie, telle que la mobilisation identitaire, mémoire historique, indivisibilité territoriale, reconnaissance symbolique. Ensuite, une application au cas ukrainien avec repérage des manifestations empiriques des variables à partir d'une analyse documentaire. Les données proviennent d'ouvrages académiques récents (Popova & Shevel, 2024; Kuzio, 2022; Plokhy, 2023), de discours politiques, et de rapports d'organisations internationales (ONU, HRW). Enfin, une mise en relation des éléments empiriques et du cadre théorique pour comprendre les logiques identitaires sous-jacentes au conflit et leurs effets sur la possibilité de résolution.

Cette approche est de nature interprétative, suivant la tradition constructiviste : elle ne cherche pas à établir des relations causales mais à comprendre comment les représentations identitaires structurent les comportements des acteurs (Hopf, 2002, p. 9). Enfin, les bornes temporelles retenues, soit du XVII^e siècle à 2025, visent à inscrire le conflit dans le temps long de la construction identitaire, tout en accordant une attention particulière à différentes périodes clés de ce processus.

Ce travail de recherche s'articule autour de trois grandes parties. La première section est consacrée à la présentation de la théorie des guerres identitaires, principalement à partir des travaux de Jean Derriennic. Nous y exposons les causes et les conséquences de ce type de conflit, les concepts clés qui en découlent, ainsi que les limites théoriques et les ambiguïtés inhérentes à ce cadre d'analyse, en particulier lorsqu'il s'agit d'envisager des mécanismes de résolution pacifique. Cette section vise à poser les fondements théoriques nécessaires, mais également les limites et difficultés, à la compréhension de la guerre russo-ukrainienne sous l'angle de la guerre identitaire.

Dans la section suivante, nous retracons les origines historiques de l'antagonisme russo-ukrainien, depuis l'apparition des premiers mouvements nationalistes ukrainiens jusqu'aux récents développements du conflit. Cette analyse historique met en évidence non seulement les phases d'opposition entre les deux nations, mais également certains moments de rapprochement et de coopération, soulignant ainsi le caractère ambivalent et fluctuant de leur relation. Cette ambivalence, loin de réfuter notre argumentaire, révèle au contraire la complexité des passions identitaires en jeu dans cette guerre.

Enfin, la dernière partie consiste à mettre en application la théorie des guerres identitaires aux éléments identitaires soulevés de notre analyse historique. De cette façon, il est possible d'illustrer comment les dynamiques identitaires historiques nourrissent le conflit actuel et contribuent à son enracinement. Ce cadre analytique permet également de mettre de l'avant les obstacles identitaires qui entravent les processus de paix. Ultimement, nous proposons, à partir de cette approche, une réflexion sur les perspectives de résolution du conflit, en identifiant les conditions nécessaires à l'émergence d'une paix durable selon les enseignements de la théorie des guerres identitaires.

CHAPITRE 1

FONDEMENTS THÉORIQUES DES GUERRES IDENTITAIRES

Dans ce chapitre, nous préciserons une définition ainsi que les caractéristiques propres aux guerres identitaires, en soulignant les éléments qui les distinguent des autres formes de conflits civils et comment nous approchons ce concept. Nous nous penchons ensuite sur les causes et dynamiques de ces conflits, qu'il s'agisse de l'activation politique des identités, des inégalités entre groupes ou de la faiblesse des institutions. Ensuite, nous abordons les principales approches théoriques de résolution de ce type de conflit, notamment à travers les modèles institutionnels, les propositions de démocratie multinationale et les propositions constructivistes. Enfin, nous portons une réflexion critique sur la portée et les limites du cadre théorique choisi dans le contexte spécifique du conflit entre la Russie et l'Ukraine, en évaluant dans quelle mesure la théorie des guerres identitaires permet de saisir la complexité du conflit actuel.

1.1 Définition et caractéristiques des guerres identitaires

Avant de définir la guerre identitaire, il convient de clarifier la notion d'identité, centrale à cette approche. L'identité, dans les sciences sociales, renvoie à un processus de construction relationnelle et contextuelle, par lequel un individu ou un groupe se définit en opposition ou en continuité avec d'autres (Jenkins, 2008, p. 5). En ce sens, elle est à la fois subjective et intersubjective, combinant des dimensions symboliques, telles que les valeurs, mémoire, culture, et politiques comme la reconnaissance, pouvoir ainsi que la légitimité.

C'est un concept qui se rapproche de celle de la nation et il est donc impératif de préciser la distinction entre la définition de ces deux termes. La nation constitue une forme institutionnalisée et politiquement organisée de l'identité collective, qui associe culture, mémoire et souveraineté sur un territoire donné. Comme le rappelle Benedict Anderson, la nation est une « communauté imaginée », car ses membres ne se connaissent pas tous personnellement, mais se perçoivent comme appartenant à un même ensemble à travers des récits et symboles partagés (Anderson, 1983, p. 6-7). En revanche, l'identité n'implique pas nécessairement un cadre étatique : elle peut être ethnique, religieuse, régionale ou linguistique, et se déployer dans plusieurs niveaux de loyauté. Dans le cas russo-ukrainien, les identités multiples et parfois superposées; russophone, ukrainienne et soviétique montrent la fluidité ainsi que la mobilisation stratégique de ces appartenances (Brubaker, 2006, p. 10-12). Comprendre le conflit comme une guerre identitaire nécessite donc de dépasser une conception figée ou essentialiste des nations : il s'agit de saisir

comment les acteurs politiques activent ou instrumentalisent certaines identités pour légitimer la violence ou consolider leur pouvoir (Kaufman, 2001, p. 63 ; Suny, 1993, p. 119).

Les guerres identitaires peuvent être définies comme des conflits civils dont les fractures se fondent sur des appartenances communautaires; qu'elles soient ethniques, culturelles, religieuses ou linguistiques, elles sont perçues comme essentielles et irréconciliables. Jean-Pierre Derriennic définit les guerres identitaires comme des conflits civils dans lesquels les antagonismes se cristallisent autour de revendications communautaires reposant sur des différences perçues comme naturelles ou héréditaires. Selon lui, ce type de conflit repose sur « l'idée que les caractéristiques qui fondent l'identité du groupe ne peuvent être changées, qu'elles sont d'ordre biologique ou culturel et donc immuables » (Derriennic, 2001, p. 73). Cette généralisation favorise une méfiance envers les groupes externes, dans laquelle chaque groupe perçoit l'autre non seulement comme différent, mais comme une menace existentielle.

Une définition inspirée de celle de Donald L. Horowitz qui insiste sur la dimension émotionnelle et profondément enracinée des loyautés ethniques. Dans son ouvrage *Ethnic Groups in Conflict* (1985), ce dernier explique que ces conflits sont souvent marqués par une polarisation réciproque, où chaque groupe vit dans la peur de l'autre, craignant d'être dominé ou annihilé (Horowitz, 1985, p. 55). Cette logique réciproque alimente donc un cycle d'hostilité et de violence qui rend le compromis particulièrement difficile.

Cependant, il ne faut pas oublier que ces identités ne sont pas naturelles, elles ont été construites au fil du temps par des choix politiques et des événements historiques. Mahmood Mamdani, en étudiant le génocide rwandais, insiste notamment sur ce fait et met de l'emphase sur les impacts des constructions politiques et historiques, souvent héritées du colonialisme, sur la création des identités. Il décrit la manière dont les catégories de « Hutu » et de « Tutsi » ont été rigidifiées par les autorités coloniales pour servir des objectifs administratifs et de contrôle (Mamdani, 2002, p. 99). Autrement dit, les guerres identitaires sont à la fois alimentées par de fortes émotions partagées dans un groupe et par des événements historiques particuliers, ce qui rend leur compréhension d'autant plus complexe et leur résolution d'autant plus délicate.

À la lumière de cette définition ainsi que d'une revue de la littérature abordant la théorie des guerres identitaires, plusieurs caractéristiques importantes peuvent être mises de l'avant et sont cruciales pour comprendre ce concept dans le cadre de cette recherche.

- **Fondation sur une identité perçue comme essentielle** : Au cœur des guerres identitaires se trouve la construction d'identités collectives perçues comme immuables, naturelles et indiscutables. Ces identités, qu'elles soient ethniques, religieuses, linguistiques ou nationales, sont « essentialisées », c'est-à-dire figées dans des catégories supposées biologiques ou culturelles qui ne laissent place ni au changement ni au compromis (Derriennic, 2001, p. 73). Ce processus d'essentialisation favorise une lecture binaire du monde, dans laquelle l'autre devient inévitablement une menace. Des exemples emblématiques incluent le clivage entre Hutus et Tutsis au Rwanda, ou encore entre Serbes, Croates et Bosniaques en ex-Yougoslavie, où chaque groupe a été défini par des marqueurs identitaires jugés incompatibles et exclusifs.
- **Perception d'une menace existentielle** : Chaque groupe est convaincu que la survie même de sa communauté est en jeu, non seulement en termes physiques, mais également culturels et symboliques. Dans ce contexte, tout recul est perçu comme une trahison, et toute concession comme une invitation à l'annihilation (Horowitz, 1985, p. 215). La logique devient alors celle du « tout ou rien », ce qui ferme la voie à toute solution politique ou diplomatique.
- **Mobilisation émotionnelle et symbolique** : Les conflits identitaires reposent sur un engagement émotionnel intense où les gens sont poussés à agir parce qu'ils ressentent de la peur, de la colère, de la haine ou un sentiment d'injustice très fort envers un autre groupe. Cet aspect les distingue notamment des luttes purement stratégiques ou économiques. Ce mouvement est souvent fondé sur des récits historiques de victimisation, de trahison ou de grandeur passée. Kaufman parle, en outre, de « politique symbolique », où les élites manipulent les émotions collectives pour justifier la violence (Kaufman, 2001, p. 63). Ces émotions collectives renforcent la cohésion interne des groupes tout en exacerbant les antagonismes externes, rendant le compromis non seulement difficile, mais moralement suspect aux yeux de ceux qui se perçoivent comme des victimes historiques.

- **Violence ciblée sur les civils** : La cible de la violence n'est pas tant l'adversaire militaire que l'ensemble du groupe auquel il appartient. La guerre devient un instrument de purification ethnique, de déplacement forcé ou d'intimidation collective. Comme l'explique Mamdani à propos du génocide rwandais, « dans les guerres identitaires, les civils ne sont pas des dommages collatéraux ; ils sont l'objectif même de la violence » (Mamdani, 2002, p. 203). La ligne de front se déplace ainsi du champ de bataille aux villages, aux écoles et aux quartiers, transformant la guerre en un outil de réorganisation violente de la société.
- **Durée prolongée et cycles de représailles** : Les guerres identitaires tendent également à s'inscrire dans des temporalités longues. Elles s'alimentent de cycles de vengeance et de représailles, souvent transmis d'une génération à l'autre à travers la mémoire collective, l'éducation, les commémorations ou les récits familiaux. La mémoire collective est marquée par les traumatismes non résolus, qui servent à raviver les tensions (Derriennic, 2001, p. 89). Cette mémoire sélective, renforcée par les médias et les élites politiques, constitue un terrain fertile pour la réactivation constante des tensions, empêchant les processus de réconciliation de s'établir de manière durable.
- **Indivisibilité du territoire** : Beaucoup de guerres identitaires portent sur des territoires perçus comme symboliquement ou historiquement indivisibles, rendant la négociation d'un partage difficile, voire impossible. Lorsque chaque groupe considère un espace donné comme essentiel à son identité collective, la concession devient impensable, car elle équivaudrait à abandonner une partie de soi. Des exemples comme Jérusalem, le Haut-Karabakh ou le Cachemire illustrent cette dynamique, où le territoire n'est pas seulement stratégique, mais chargé d'une valeur identitaire (Toft, 2003, p. 17-33).

1.2 Causes et dynamiques des conflits identitaires

Une première cause fondamentale des guerres identitaires réside dans l'existence d'un antagonisme se cristallisant autour de revendications politiques, culturelles ou territoriales fondées sur des différences perçues comme essentielles et immuables comme nous l'avons vu avec Derriennic. Ces conflits émergent fréquemment dans des contextes où les identités collectives deviennent des bases de mobilisation politique, et où la pluralité culturelle est vécue non pas comme une richesse, mais comme une menace. Il affirme ainsi que « les guerres identitaires sont des conflits dans lesquels les différences culturelles deviennent les enjeux de luttes politiques, parce qu'elles sont interprétées comme irréductibles » (Derriennic, 2001, p. 75). Cette vision peut être critiquée comme nous l'avons souligné précédemment

avec l'apport de Mamdani remettant en question l'idée que les identités collectives soient naturelles ou éternelles. Par contre, on constate que celles-ci ont simplement besoin de mythes fondateurs, de héros collectifs ainsi que des souvenirs historiques pour se forger des identités nationales qui seront dès lors perçues comme ancestrales (Smith, 1991, p. 65-68).

Pour cette raison, cet antagonisme ne repose pas nécessairement sur des incompatibilités objectives, mais sur la construction sociale d'identités exclusives et rivales, chacune revendiquant la légitimité historique ou morale de sa cause. Ce processus de rivalité identitaire est renforcé par une dynamique de peur réciproque entre groupes, que Horowitz identifie comme un moteur central des conflits ethniques. Selon lui, « la peur d'être dominé ou éliminé par un autre groupe est souvent plus puissante que les griefs passés » (Horowitz, 1985, p. 185). Dans cette perspective, les guerres identitaires sont alimentées moins par la haine que par la crainte de l'exclusion ou de l'annihilation future, ce qui conduit à une logique de confrontation préventive.

De plus, l'existence d'inégalités économiques, sociales et politiques entre groupes constitue l'un des principaux ressorts des guerres identitaires. Ces conflits ne surgissent pas seulement sur la base de différenciations culturelles ou ethniques, mais aussi en raison de l'exclusion structurelle d'un groupe par rapport aux ressources, au pouvoir ou à la reconnaissance politique. En ce sens, les facteurs économiques et sociaux deviennent des éléments centraux de la dynamique conflictuelle. Le modèle proposé par Paul Collier et Anke Hoeffler, connu sous le nom de « greed and grievance », illustre bien cette complémentarité. Ce modèle présente que les conflits civils peuvent être alimentés à la fois par l'avidité ou le « greed », c'est-à-dire la recherche de gains matériels par les groupes armés, et par des griefs profonds ou « grievance », notamment ceux liés à l'exclusion et à la marginalisation. Ils affirment que « les griefs identitaires, bien que souvent considérés comme secondaires, peuvent jouer un rôle déclencheur ou justificateur essentiel lorsqu'ils sont combinés à des opportunités économiques » (Collier & Hoeffler, 2004, p. 576).

Similairement, d'autres auteurs insistent que les inégalités socio-économiques entre groupes ethniques sont donc des vecteurs très forts de la violence civile, en particulier lorsqu'un groupe dominé perçoit l'impossibilité d'accéder à l'État ou aux ressources nationales (Cederman et al., 2013, p. 88). Selon eux, ce phénomène s'observe au travers des résultats d'une étude qu'ils ont réalisés et mentionnent donc que : « les groupes ethniques privés d'accès au gouvernement central sont significativement plus susceptibles de recourir à la violence que ceux qui y sont inclus » (Cederman et al., 2013, p. 102), en

particulier lorsqu'ils subissent aussi des désavantages économiques durables. Ainsi, l'injustice perçue n'est pas simplement une question de pauvreté absolue, mais d'inégalités comparatives dans un contexte multiethnique.

De manière complémentaire, Horowitz observe que ces inégalités ne sont pas seulement matérielles, mais aussi symboliques : la perception d'un traitement injuste, d'une humiliation ou d'un manque de reconnaissance culturelle peut être tout aussi explosive que l'exclusion économique. Il écrit : « Une majorité qui nie aux minorités l'accès au prestige, à la reconnaissance et au pouvoir, peut susciter une haine durable et générer des revendications violentes » (Horowitz, 1985, p. 198). C'est pourquoi les conflits identitaires ne peuvent être réduits à une logique économique ou stratégique, ils s'inscrivent aussi dans une lutte pour la dignité collective.

Quant à eux, James Fearon et David Laitin proposent une lecture structurelle des conflits identitaires, soulignant que l'identité, en elle-même, ne constitue pas une cause suffisante de guerre. James Fearon et David Laitin soulignent le rôle des structures institutionnelles faibles et de la fragmentation sociale dans le déclenchement des insurrections identitaires. Selon eux, « les conflits civils ethniques ne sont pas provoqués par la diversité en soi, mais par des conditions propices à l'insurrection, telles que l'instabilité politique, des institutions fragiles, un terrain accidenté propice à la guérilla, et la faiblesse des capacités de répression de l'État » (Fearon & Laitin, 2003, p. 88). Loin de réduire les conflits à une simple haine intercommunautaire, ils insistent donc sur les opportunités structurelles permettant à une mobilisation identitaire de se transformer en rébellion violente.

Cette perspective met en lumière un facteur crucial des guerres identitaires : la faiblesse des institutions étatiques, combinée à l'exclusion ou à la marginalisation d'un ou plusieurs groupes culturels. Lorsque l'État est dominé par un groupe ethnique ou perçu comme le représentant d'un intérêt exclusif, il perd sa légitimité auprès des autres segments de la population. Cette perte de légitimité s'accompagne d'une crise de confiance dans les mécanismes de médiation institutionnelle. En effet, comme le souligne Derriennic, « les conflits identitaires apparaissent souvent là où l'État n'a pas réussi à s'imposer comme un arbitre neutre entre les groupes » (Derriennic, 2001, p. 95), aggravant ainsi les ressentiments communautaires. Le manque de canaux politiques inclusifs favorise également cette logique de polarisation et empêche la résolution pacifique des différends. Dans les sociétés profondément segmentées, l'absence d'un espace politique commun, où les groupes peuvent faire valoir leurs intérêts,

renforce la perception selon laquelle seule la violence permettra de faire entendre leur voix. Horowitz insiste à ce propos sur le rôle des institutions politiques dans la gestion ou l'aggravation des tensions ethniques : « les arrangements institutionnels inadéquats dans des sociétés divisées peuvent transformer des différends ordinaires en conflits identitaires violents » (Horowitz, 1985, p. 601).

Une architecture politique incapable de garantir une représentation équitable devient ainsi un facteur de radicalisation. Comme l'illustre aussi Charles Tilly, les violences collectives émergent souvent dans des configurations où les canaux institutionnels sont fermés ou inopérants, poussant les groupes à recourir à des formes de contestation plus radicales : « la violence collective est en grande partie une réponse à des occasions structurelles spécifiques, non une simple expression de colère ou de haine » (Tilly, 2003, p. 17).

Même si leurs approches se distinguent, on constate quand même l'impact d'un manque de stabilité et d'égalité au sein d'un État et/ou des groupes culturels qui le compose dans l'émergence des guerres identitaires. Ils constatent que ces conflits émergent souvent dans des contextes où l'État est faible, dominé par un groupe, ou illégitime aux yeux d'une partie de la population. L'addition de tous ces aspects cause une absence de canaux politiques inclusifs et permettant une meilleure communication, ce qui vient ultimement aggraver les tensions.

Ensuite, les guerres identitaires sont marquées par des dynamiques de radicalisation mutuelle. Stuart Kaufman développe la théorie des « politiques symboliques » selon laquelle les élites politiques exploitent les peurs et les symboles identitaires pour attiser la haine et renforcer leur pouvoir. Cela crée un cercle vicieux de méfiance et de violence réciproque (Kaufman, 2001, p. 5-8). Similairement, Richard Brubaker plaide pour une approche critique du concept d'identité ethnique en dénonçant la tendance à traiter les groupes ethniques comme des entités homogènes et stables. Il propose de se concentrer sur les processus de construction et de manipulation de ces identités par les acteurs politiques (Brubaker, 2006, p. 10-12). Un acte de manipulation que Fearon et Laitin associent à des acteurs opportunistes profitant des dissensions existantes et d'un système affaibli pour lancer des mouvements de mobilisation (Fearon & Laitin, 2003, p. 80). Cette perspective permet de comprendre pourquoi certains conflits identitaires peuvent surgir brutalement ou ressurgir après des décennies de paix apparente. Ce ne sont pas les identités elles-mêmes qui provoquent la guerre, mais leur activation dans des contextes de compétition exacerbée.

C'est dans cette optique que l'apport de Horowitz devient particulièrement intéressant, puisque ces politiques et actions sociales sont marquées par la notion de peur qu'il met de l'avant. Dès lors, il n'y a pas d'acte concret réalisé pour légitimer ces politiques et décisions, mais chaque groupe agit par préemption, convaincu que s'il ne frappe pas le premier, il sera lui-même la victime engendrant ainsi une dynamique de vengeance cyclique difficile à briser (Horowitz, 1985, p. 185).

De plus, les guerres identitaires, bien qu'enracinées dans des tensions internes, dépassent souvent les frontières nationales. Les diasporas, les puissances étrangères et les organisations transnationales peuvent jouer un rôle dans leur intensification. Horowitz observe que les élites exilées ou les membres de la diaspora peuvent agir comme des « entrepreneurs identitaires » en diffusant des récits de victimisation ou nationalistes qui exacerbent les tensions (Horowitz, 1985, p. 284). Les diasporas peuvent donc jouer un rôle déterminant en exportant les conflits identitaires vers les pays d'accueil ou en entretenant les griefs depuis l'extérieur. Aussi, Béatrice Tremblay-Augé souligne le rôle ambigu de l'aide internationale aux groupes rebelles, qui, loin de toujours favoriser la paix, peut « financer la discorde » et servir d'obstacle majeur aux processus de résolution des conflits. Elle montre que « le soutien externe permet aux groupes rebelles de résister à la pression interne ou internationale pour négocier », contribuant ainsi à prolonger les guerres civiles, y compris lorsqu'elles sont fondées sur des clivages identitaires (Tremblay-Augé, 2021, p. 245). Ce phénomène est particulièrement visible dans des conflits, tels que celui du Soudan du Sud ou de la Syrie, où les affiliations ethniques et religieuses croisent des intérêts géopolitiques concurrents.

Par ailleurs, la question de la territorialité est au cœur de nombreuses guerres identitaires. Monica Duffy Toft soutient que, lorsque les groupes en conflit considèrent un territoire donné comme indivisible, tant pour des raisons identitaires que stratégiques, les compromis deviennent quasi impossibles. « Quand deux groupes voient un même espace comme fondement de leur identité, toute concession territoriale apparaît comme une menace existentielle » (Toft, 2003, p. 19-23). Cette indivisibilité perçue du territoire engendre une logique de "tout ou rien", typique des conflits les plus violents. Les cas du Haut-Karabakh, de la Palestine ou du Cachemire illustrent cette dynamique où l'espace géographique est sacré par les récits ethno-historiques, rendant toute solution de partage politiquement inacceptable. Jean-Pierre Derriennic met également en évidence cette relation forte entre identité et territoire : « Ce qui fonde la violence des conflits identitaires, c'est la conviction que le territoire appartient en propre à un groupe, qu'il est son domaine naturel, excluant par définition l'autre » (Derriennic, 2001, p. 91). Il s'agit là d'une forme d'ethno-territorialisme fondée sur l'héritage symbolique du sol, perçu comme fondement de

l'identité collective. Dans ce contexte, la souveraineté nationale est remise en question, les frontières héritées de l'époque coloniale étant souvent contestées sur la base de critères culturels ou linguistiques.

L'internationalisation des conflits identitaires peut aussi s'expliquer par la mondialisation des logiques d'insécurité. Kaufman rappelle que, dans des contextes où les récits de peur ethnique sont fortement enracinés, « la perception d'une menace externe soutenant l'ennemi interne devient un moteur puissant de mobilisation » (Kaufman, 2001, p. 59). Cette peur est souvent instrumentalisée par les élites politiques pour justifier une radicalisation du discours et des actions violentes, transformant ainsi des conflits locaux en guerres par procuration.

Finalement, ce type de conflit se distingue par leur extrême résilience, c'est-à-dire leur capacité à perdurer malgré les efforts de médiation ou de pacification. Cette persistance tient en grande partie à l'enracinement profond des identités en conflit, à la mémoire collective des violences passées, ainsi qu'aux traumatismes intergénérationnels qui alimentent les récits de victimisation et de revanche. La dynamique conflictuelle s'entretient par elle-même, chaque nouvelle génération héritant non seulement des griefs non résolus, mais aussi de la méfiance et de la peur de l'autre.

Selon Derriennic, « les identités collectives fondées sur la mémoire des persécutions passées sont particulièrement résistantes au compromis » (Derriennic, 2001, p. 97). Il souligne que, dans ces contextes, le récit identitaire ne constitue pas seulement un souvenir, mais un devoir de mémoire sacrifié et instrumentalisé politiquement pour justifier la mobilisation ainsi que la défense du groupe. Les blessures symboliques, telles que les massacres, les humiliations ou les déplacements forcés, deviennent ainsi les fondements d'une identité s'affichant comme victime difficile à dépasser. Horowitz affirme que « les conflits ethniques sont souvent moins causés par des différends matériels immédiats que par des blessures perçues, des souvenirs collectifs de domination ou de violence » (Horowitz, 1985, p. 201). Ces blessures, transmises par les récits familiaux, l'éducation ou les commémorations, nourrissent un climat d'insécurité où l'existence même de l'autre groupe est vécue comme une menace. Ainsi, les accords de paix échouent souvent parce qu'ils ne parviennent pas à répondre aux dimensions symboliques et émotionnelles du conflit.

1.3 Approches théoriques de résolution des conflits

Les conflits identitaires, qui s'ancrent dans des divergences perçues comme culturelles, ethniques, linguistiques ou religieuses, exigent des approches de résolution qui dépassent la simple logique de négociation conventionnelle. Contrairement aux conflits d'intérêts classiques, les guerres identitaires mobilisent des représentations collectives profondément enracinées, ce qui complexifie les tentatives de médiation ou de pacification. Plusieurs approches théoriques ont ainsi été développées pour proposer des modes de gestion ou de transformation durable de ces conflits, s'inscrivant à l'intersection de la science politique, de la sociologie et des études sur le nationalisme. Parmi celles-ci, on peut identifier trois grands cadres théoriques : l'approche institutionnaliste du consociationalisme, les modèles de reconnaissance et de démocratie multinationales, et les approches constructivistes de la transformation des identités.

Tout d'abord, l'une des approches les plus influentes en matière de résolution des conflits identitaires est celle développée par Arend Lijphart dans *Democracy in Plural Societies* (1977). À partir de l'analyse de sociétés profondément divisées, telles que la Belgique, le Liban ou la Suisse, celui-ci propose le modèle consociatif, qui repose sur la gestion institutionnelle de la diversité par la mise en place de mécanismes de partage du pouvoir. Le consociationalisme repose sur quatre piliers : un gouvernement de coalition inclusive, la représentation proportionnelle, l'autonomie communautaire, et le droit de veto pour les groupes minoritaires sur les questions vitales (Lijphart, 1977, p. 25-33). L'objectif est de stabiliser les sociétés fragmentées en institutionnalisant la reconnaissance des groupes identitaires et en leur assurant une place équitable dans le système politique.

Cette approche repose sur un postulat fondamental : les conflits identitaires ne peuvent être surmontés que si les groupes concernés se sentent protégés politiquement et culturellement. En leur garantissant une participation au pouvoir et un contrôle sur leurs affaires internes, on réduit la perception d'exclusion, souvent à l'origine des tensions. Toutefois, cette approche a aussi été critiquée pour sa tendance à figer les identités et à institutionnaliser les clivages, risquant ainsi de perpétuer la division plutôt que de la dépasser.

Face aux limites du consociationalisme, certains auteurs ont développé des approches plus normatives et inclusives de la gestion de la diversité. Gagnon et Tully, dans *Multinational Democracies* (2001), défendent une conception de la démocratie qui reconnaît explicitement l'existence de plusieurs peuples, nations ou cultures au sein d'un même État. La démocratie multinationale implique une transformation

du cadre politique et constitutionnel pour refléter la pluralité des appartenances, en favorisant des formes de fédéralisme asymétrique, d'autonomie culturelle ou de reconnaissance juridique des nations impliquées. Cette approche repose sur un principe de reconnaissance mutuelle, où chaque groupe est traité comme un sujet politique légitime. Selon eux, « la reconnaissance politique des identités collectives est essentielle pour une démocratie véritablement inclusive » (Gagnon & Tully, 2001, p. 61). En ce sens, la démocratie multinationale dépasse le simple partage de pouvoir pour proposer un nouveau pacte politique, fondé sur le respect de la diversité comme principe structurant.

Cette perspective rejoint les critiques faites par Derriennic à l'égard des modèles répressifs ou assimilationnistes. Selon lui, l'ignorance ou le déni des identités collectives constitue une source majeure de conflit : « la négation des différences et la prétention à l'uniformité nationale sont souvent à l'origine de violences identitaires » (Derriennic, 2001, p. 93). À cet effet, la démocratie multinationale permet d'éviter l'exclusion ou l'homogénéisation forcée, en offrant des cadres où les identités peuvent coexister pacifiquement dans le respect mutuel.

À côté des modèles institutionnels, une autre approche importante repose sur une relecture constructiviste des identités. Ces perspectives, portées notamment par certains auteurs, insistent sur le caractère construit, évolutif et contextuel des identités collectives, remettant ainsi en question leur naturalisation dans le cadre des conflits. Benedict Anderson, dans *Imagined Communities* (1983), montre que les identités nationales sont des constructions historiques, rendues possibles par des dispositifs culturels (imprimerie, langue vernaculaire, scolarisation, etc.) qui permettent aux membres d'un groupe de s'imaginer comme appartenant à une même communauté (Anderson, 1983, p. 6-7). Dans cette optique, les identités ne sont pas figées : elles peuvent évoluer et être reconfigurées à travers des récits collectifs, des politiques de mémoire ou des dynamiques symboliques.

Cette perspective est renforcée par les travaux de Brubaker, qui invite à ne pas « réifier les groupes ethniques » dans l'analyse des conflits. Pour lui, il ne faut pas considérer les groupes comme des entités naturelles, mais plutôt s'intéresser aux processus par lesquels ces catégories sont mobilisées, performées et instrumentalisées par des acteurs politiques dans des contextes spécifiques (Brubaker, 2006, p. 10-12). Ainsi, la résolution des conflits passe aussi par une démobilisation symbolique, une transformation des récits identitaires et une déconstruction des représentations antagonistes.

Charles Tilly, quant à lui, propose une lecture pragmatique de la violence collective, qu'il conçoit comme un répertoire d'action politique mobilisé dans certaines conditions d'opportunité et de menace. Selon lui, la résolution des conflits ne passe pas uniquement par la transformation des institutions, mais aussi par la création de nouvelles formes d'interaction entre groupes, fondées sur la confiance, la reciprocité et l'inclusion (Tilly, 2003, p. 17-18).

Aucune approche théorique ne peut, à elle seule, répondre à la complexité des conflits identitaires. Toutefois, une approche intégrée, combinant les dimensions institutionnelles, symboliques et sociales, semble aujourd'hui la plus prometteuse. Il s'agit de reconnaître les identités dans leur pluralité sans les figer, d'instituer des mécanismes de partage du pouvoir sans exacerber les divisions, et de favoriser des politiques publiques capables de transformer les représentations mutuelles et d'ouvrir des espaces de dialogue. Ainsi, comme le résume Derriennic, « la paix civile ne peut résulter que d'un compromis entre l'unité politique nécessaire et la reconnaissance des diversités culturelles légitimes » (Derriennic, 2001, p. 109). Ce compromis, fragile, mais indispensable, constitue le socle d'une résolution durable des conflits identitaires dans les sociétés contemporaines.

1.4 Limites et forces conceptuelles de la théorie dans le cadre d'analyse de la guerre en Ukraine

Malgré l'apport important de ces éléments théoriques et conceptuels, il est possible de souligner certaines critiques en observant le contexte de la guerre en cours entre l'Ukraine et la Russie. Bien que ce cadre offre des outils puissants pour comprendre les logiques de division, de mobilisation identitaire et de radicalisation, la théorie des guerres identitaires ne permet pas d'expliquer l'ensemble des dynamiques de la guerre en Ukraine. Notamment parce qu'en se concentrant exclusivement sur des catégories comme la langue, l'ethnicité ou la mémoire historique, il existe un risque d'omettre les dynamiques impériales, géopolitiques et stratégiques qui traversent ce conflit. Par exemple, réduire le conflit uniquement à une confrontation entre deux identités nationales reviendrait à ignorer des facteurs clés, comme les ambitions expansionnistes de la Russie, les dynamiques de sécurité régionales ou l'importance des alliances militaires comme l'OTAN.

Aussi, la conceptualisation des guerres identitaires est surtout adaptée aux conflits civils ou à des situations de guerre intra-étatique. Or, dans le cas ukrainien, il s'agit d'une guerre d'agression inter-étatique, initiée par une puissance majeure contre un État souverain. L'asymétrie du rapport de force, la

stratégie militaire conventionnelle et les objectifs de domination territoriale dépassent largement les logiques d'affrontement communautaire sur une base strictement identitaire. Comme le souligne Charles Tilly, les violences collectives peuvent découler non d'une polarisation identitaire interne, mais d'opportunités politiques externes et stratégiques mobilisées par des élites dans des contextes spécifiques (Tilly, 2003, p. 17). Or, la théorie des guerres identitaires tend à sous-estimer cette dimension stratégique.

Une autre faiblesse est la tendance à figer les identités en conflit, même si elle reconnaît leur caractère complexe. Dans le cas ukrainien, les identités russophone et ukrainophone sont fluides et historiquement imbriquées, ce que Mamdani ou Brubaker permettent de penser de manière plus nuancée. Cependant, l'opposition identitaire semble parfois présentée comme structurelle et irréconciliable, ce qui pourrait obscurcir les dynamiques de recomposition identitaire en Ukraine, où de nombreux russophones se reconnaissent aujourd'hui pleinement dans l'État ukrainien. Comme le rappelle Brubaker, il ne faut pas « réifier les groupes ethniques », mais plutôt analyser comment les catégories identitaires sont politiquement mobilisées et reconfigurées selon les contextes (Brubaker, 2006, p. 10-12).

Le cadre des guerres identitaires présente un grand intérêt pour comprendre les dynamiques de polarisation sociale, les mémoires antagonistes, les discours symboliques ou la radicalisation communautaire. Cependant, appliqué mécaniquement et de manière générale au conflit Ukraine-Russie, plusieurs risques peuvent surgir. Une approche interdisciplinaire et multi-échelle est donc nécessaire pour dépasser ces limites, en intégrant la théorie des guerres identitaires dans une lecture géopolitique, historique et stratégique plus large du conflit. Bien qu'il soit nécessaire de reconnaître les risques de surinterprétation ou de réduction du conflit russo-ukrainien à ses seules dimensions identitaires, il reste tout aussi essentiel d'affirmer la pertinence du cadre théorique des guerres identitaires pour analyser les dynamiques profondes qui structurent cette guerre. Cette approche ne doit pas être perçue comme exclusive ou exhaustive, mais elle permet de mettre en lumière des logiques de confrontation qui excèdent les seuls paramètres géopolitiques et militaires, en révélant les enjeux de mémoire, de reconnaissance nationale, et de compétition symbolique.

D'une part, ce cadre d'analyse permet de comprendre que le conflit actuel n'est pas uniquement territorial ou stratégique, mais s'inscrit dans un affrontement autour de la légitimité identitaire et de la narration historique. La volonté manifeste du Kremlin de nier l'existence d'une nation ukrainienne autonome, comme l'illustre le discours de Vladimir Poutine selon lequel Russes et Ukrainiens formeraient

« un seul peuple », s'ancre dans une logique de négation de l'existence nationale. Une logique rejoignant l'analyse des guerres identitaires qui se « reposent sur l'idée que les différences entre groupes sont irréductibles et qu'elles fondent des droits exclusifs sur le pouvoir ou le territoire » (Derriennic, 2001, p. 73). Plus encore, cette contestation de l'identité ukrainienne trouve ses racines dans une histoire commune marquée par des rapports inégaux. Pendant des siècles, l'Ukraine a été intégrée à des structures impériales russes ou soviétiques dans lesquelles elle a souvent occupé une position subordonnée. Dans cette configuration, on retrouve les mécanismes et éléments théoriques décrits par plusieurs auteurs renforçant la pertinence de leurs apports dans une analyse de la guerre en Ukraine.

D'autre part, il est important de souligner que le conflit actuel ne se réduit pas à une guerre interétatique classique. Bien qu'il oppose formellement deux États souverains, il s'enracine également dans des fractures internes à l'Ukraine, qui donnent au conflit une dimension civile et identitaire. Le soulèvement de 2014 en Crimée et dans le Donbass, la guerre entre l'armée ukrainienne et les forces séparatistes pro-russes, ainsi que les tensions persistantes entre populations ukrainophones et russophones, révèlent une réalité bien plus complexe. La fluidité des appartenances identitaires dans certaines régions de l'Ukraine, notamment dans l'Est du pays, complique toute lecture binaire du conflit. Des individus russophones peuvent se sentir profondément ukrainiens, tandis que certains Ukrainiens cultivent une mémoire historique pro-russe. Cette ambivalence des loyautés, souvent instrumentalisée par les acteurs politiques, reflète ce que Brubaker pense en mentionnant que « les groupes ne sont pas des entités naturelles, mais des constructions politiques qui deviennent pertinentes dans certains contextes » (Brubaker, 2006, p. 11).

En somme, malgré les précautions nécessaires à l'égard d'un cadre théorique qui peut être réducteur s'il est appliqué de manière mécanique, l'approche des guerres identitaires s'avère particulièrement intéressante pour analyser le conflit entre l'Ukraine et la Russie selon nous pour ces raisons. Elle éclaire, en plus, sur la résilience du conflit, sa mobilisation émotionnelle, les obstacles à une paix durable, en soulignant que ce qui est en jeu est la définition même de ce que signifie être ukrainien ou russe dans un espace commun et disputé.

1.5 Conclusion

L'étude des guerres identitaires a permis de dégager un cadre conceptuel et analytique riche que nous pourrons utiliser dans ce travail. Il nous a permis de mettre en lumière la complexité de ces conflits qui mobilisent des appartenances perçues comme essentielles, s'ancrent dans des constructions historiques profondes et se manifestent à travers des dynamiques émotionnelles, symboliques et institutionnelles. Comme nous l'avons établi, ces guerres sont loin d'être de simples luttes pour le pouvoir ou les ressources. Elles engagent des récits collectifs de victimisation, d'exclusion et d'indivisibilité territoriale. À travers les apports de Derriennic, Horowitz ainsi que de plusieurs autres auteurs, il est apparu que ces conflits ne trouvent pas leur origine uniquement dans la diversité identitaire elle-même, mais dans la manière dont celle-ci est politiquement activée dans des contextes institutionnels fragiles.

Aussi, nous avons observé qu'il existe différentes approches théoriques de résolution de ce type de conflit. Du consociationalisme aux lectures constructivistes, nous avons pu mettre en évidence les limites d'un traitement purement technique de ces conflits, plaident plutôt pour une transformation en profondeur des récits identitaires, des institutions politiques et des mécanismes de reconnaissance. Cette pluralité de perspectives sera essentielle pour éclairer le cas ukrainien. Ainsi, après avoir posé les fondements théoriques des guerres identitaires, la partie suivante se penchera sur les dynamiques historiques concrètes ayant façonné l'identité ukrainienne, dans le but d'évaluer dans quelle mesure ces antagonismes, construits sur le temps long, ont contribué à la polarisation actuelle et à l'émergence du conflit.

CHAPITRE 2

RACINES HISTORIQUES ET IMPACT DES ANTAGONISMES IDENTITAIRES SUR LE CONFLIT UKRAINIEN

Ce chapitre présente sur les étapes clés de la relation asymétrique de l'Ukraine avec la Russie, de la période tsariste à l'ère soviétique, jusqu'à l'affirmation nationale post-URSS. Il explore les mécanismes de répression, les politiques d'intégration, mais aussi les instruments symboliques de résistance, afin de comprendre comment ces antagonismes historiques ont nourri une dynamique conflictuelle durable. En analysant la construction des identités nationales et les fractures mémoriales persistantes, ce chapitre met en lumière les racines profondes d'un conflit dont l'intensité contemporaine puise autant dans l'histoire que dans la réalité géopolitique présente.

2.1 L'Ukraine sous la Russie impériale : assimilation et répression

L'Ukraine, en tant que région historiquement fragmentée, a longtemps été perçue par les autorités impériales russes non comme une entité nationale distincte, mais comme une partie intégrante du « monde russe ». Toutefois, cette perception a cohabité avec des politiques d'assimilation systématique et, à certains moments, de répression sévère. Il en résulte une relation complexe, faite à la fois de proximité culturelle, de domination politique et de résistance active.

Au XIX^e siècle, l'Ukraine orientale, intégrée à l'Empire russe depuis le traité de Pereiaslav (1654) et la disparition de l'autonomie cosaque, devient progressivement un espace d'affirmation du pouvoir impérial ainsi que de résistance culturelle. Cet accord, signé entre les cosaques ukrainiens et la Moscovie, est interprété différemment par les historiens ukrainiens et russes : pour les Ukrainiens, il s'agissait d'une alliance militaire temporaire pour se protéger des envahisseurs polonais, tandis que, pour les Russes, il représentait l'intégration définitive de l'Ukraine en son territoire (Subtelny, 2009, p. 135). Ce désaccord sur la nature de cette relation est l'une des premières manifestations des tensions nationalistes entre les deux peuples (Popova & Shevel, 2024, p. 24-25).

L'élite impériale russe considérait les Ukrainiens comme faisant partie d'un peuple unique, partagé avec les Grands-Russes et les Biélorusses. Cette vision panslave, promue par les autorités tsaristes, avait pour objectif de « nier l'existence d'une nation ukrainienne distincte, perçue comme une création artificielle des ennemis de la Russie » (Kappeler, 2014, p. 209). Cette négation de la reconnaissance

nationale ukrainienne s'est traduite par une politique linguistique et culturelle visant à intégrer l'Ukraine dans l'espace russe orthodoxe et impérial. S'il y avait une reconnaissance partielle de la spécificité régionale ukrainienne, par exemple, à travers l'administration de la Petite-Russie, celle-ci était perçue comme une sous-identité au sein d'un ensemble russe plus vaste : « le terme de Petite-Russie ne désignait pas une entité nationale, mais une variante régionale du peuple russe » (Plokhy, 2015, p. 162). Cette approche traduisait une tentative d'encadrement impérial plutôt qu'une reconnaissance d'une autonomie identitaire.

Cette vision se cadrait dans une période où le nationalisme russe prit ses racines sous l'Empire tsariste, où la centralisation du pouvoir et la domination de la culture russe sur les autres peuples de l'Empire étaient des caractéristiques essentielles. À partir du XVIII^e siècle, sous les règnes de Pierre le Grand et Catherine II, la Russie cherchait à s'imposer comme une puissance européenne en modernisant ses institutions tout en affirmant la supériorité de sa culture orthodoxe. L'identité russe, fondée sur la langue, la religion orthodoxe et la culture slavophile, s'est construite en opposition à l'Europe occidentale, perçue comme décadente et corrompue (Hosking, 2001, p. 200-203).

Une perspective qui s'est intensifiée lors de cette même période avec l'émergence du mouvement slavophile, qui prônait la préservation des valeurs russes traditionnelles et rejettait l'influence occidentale. Les slavophiles insistaient sur l'idée d'une mission divine de la Russie, destinée à guider le monde chrétien orthodoxe face aux menaces occidentales. Ce nationalisme religieux et culturel devint un élément central du discours politique et justifiait l'expansion territoriale de l'Empire russe en tant que défenseur des Slaves orthodoxes (Riasanovsky, 2005, p. 71). Autant que ce principe fût un bouclier servant à la défense des valeurs et intérêts russes, il devint également une arme justificatrice des ambitions impérialistes de cette époque.

Le nationalisme ukrainien émerge précisément en réaction à ces efforts d'assimilation. Dès les années 1860, les autorités impériales mirent en place une politique de russification culturelle, dont les deux manifestations les plus notables sont la censure linguistique et la marginalisation des institutions éducatives en ukrainien. Les décrets d'Ems de 1876, interdisant la publication de livres en langue ukrainienne, l'enseignement de cette langue et la représentation de pièces de théâtre en ukrainien, témoignent de cette volonté de faire disparaître la culture ukrainienne de l'espace public. On peut constater par ces actions que « la politique tsariste visait non seulement à subordonner l'Ukraine à la

Russie, mais aussi à empêcher la formation d'un sentiment national distinct parmi les Ukrainiens » (Magocsi, 2010, p. 382). Ces politiques provoquèrent une résistance passive, mais croissante en Ukraine, où la langue et la culture ukrainiennes devinrent des symboles de résistance.

Il faut toutefois souligner que la répression n'a pas été uniforme dans le temps ni dans l'espace. En Ukraine occidentale, sous domination austro-hongroise, les autorités ont laissé plus de marge d'expression culturelle, ce qui a permis à un nationalisme ukrainien plus explicite de se développer. De même, dans certaines régions de l'Empire russe, notamment dans les milieux paysans ou cosaques, des formes culturelles ukrainiennes se sont maintenues malgré la répression étatique. Cette ambivalence impériale, mêlant tolérance ponctuelle et coercition violente, a contribué à une identité ukrainienne marquée par la résistance et la dualité.

Dans ce contexte répressif, plusieurs figures ont joué un rôle fondamental dans la consolidation du nationalisme ukrainien. Taras Shevchenko, poète et peintre, a été sans doute l'icône la plus représentative de cette résistance. Écrire en ukrainien au cœur d'un empire qui interdisait son usage, c'était affirmer une identité politique sous couvert de culture. La poésie ukrainienne a été transformée à l'époque en un outil puissant de revendication nationale, notamment par Shevchenko, en devenant un vecteur d'expression politique et identitaire (Subtelny, 2009, p. 225). Par ses vers, il incarne la souffrance d'un peuple privé de souveraineté et exprime un désir profond de libération nationale. Dans ses œuvres, comme Kobzar, Shevchenko célèbre le passé glorieux de l'Ukraine et critique la domination impériale, notamment russe, ce qui lui a valu d'être considéré comme un pionnier du nationalisme ukrainien (Luckyj, 1990, p. 3). On peut voir par la nature des propos de son ouvrage que ce dernier met de l'emphase sur un renforcement des distinctions existantes entre les deux cultures et l'exposition de l'essence conflictuelle et contestataire des mouvements nationalistes ukrainiens de l'époque. Voici un extrait, traduit en anglais, connu dans la culture ukrainienne représentant les valeurs identitaires et de résistance qu'il souhaitait exprimer au nom de l'Ukraine soumise (Shevchenko, 1840) :

*"When I am dead, then bury me
In my beloved Ukraine,
My tomb upon a grave mound high
Amid the spreading plain,
So that the fields, the boundless steppes,
The Dnieper's plunging shore
My eyes could see, my ears could hear
The mighty river roar."*

De son côté, l'historien et homme d'État Mykhailo Hrushevsky offre une réponse intellectuelle au refus de reconnaissance de la part du système impérial. Son œuvre monumentale, *Histoire de l'Ukraine-Rus'* (1895-1933), visait à démontrer l'existence d'un fil historique propre à l'Ukraine, distinct de celui de la Russie moscovite. Dans un empire où l'histoire était utilisée pour légitimer l'unité russe, l'écriture d'une historiographie ukrainienne autonome constituait un acte politique majeur. Hrushevsky affirmait que « la Russie moderne n'a aucun droit sur l'héritage de la Rus' de Kyiv, qui appartient à l'histoire ukrainienne » (cité dans Plokhy, 2015, p. 175). Ce positionnement a permis de poser les bases d'un récit national alternatif, aujourd'hui encore mobilisé dans la mémoire collective ukrainienne. En tant que leader politique, Hrushevsky a également joué un rôle central lors de la Révolution ukrainienne de 1917-1921, en présidant le parlement qui a proclamé l'indépendance de l'Ukraine en 1918 vis-à-vis de la Russie. (Subtelny, 2009, p. 360). Ce personnage ne caractérise pas seulement l'idée de contestation des mouvements nationalistes ukrainiens de cette époque, celui-ci représente les actes concrets à caractère conflictuel qui ont été réalisés au nom de la nation ukrainienne. Il caractérise le fait que la nation ukrainienne n'est pas qu'une simple idéologie, mais bel et bien un mouvement de taille ayant des implications réelles dans l'ordre politique.

Cependant, malgré la répression, il serait réducteur de penser que la domination russe n'a suscité que résistance. L'Empire russe a aussi intégré de nombreux Ukrainiens dans ses structures administratives, militaires et ecclésiastiques. Une partie de l'élite ukrainienne a fait carrière dans l'appareil impérial, y trouvant reconnaissance et ascension sociale. Cette participation a nourri une forme de loyauté complexe à l'égard de l'État tsariste : « les identités ukrainiennes étaient souvent multiples, superposant une culture locale et un attachement à l'Empire » (Popova & Shevel, 2024, p. 44). Cette ambivalence explique pourquoi l'émergence d'un nationalisme de masse fut lente et non linéaire. La tension entre intégration impériale et affirmation nationale reste une clef de lecture importante pour comprendre les divisions internes à l'Ukraine contemporaine : « la tentative d'unifier culturellement des populations diverses produit souvent des effets contraires : au lieu d'assimilation, elle engendre un repli nationaliste » (Suny, 1993, p. 98).

2.2 L'ère soviétique : répression politique et génocide culturel

La chute de l'Empire tsariste en 1917 et la montée au pouvoir des bolcheviques ont marqué un moment charnière dans l'histoire de l'Ukraine, qui se voyait alors à l'aube d'une opportunité d'émancipation nationale. Profitant du vide institutionnel laissé par la désintégration de l'État impérial russe, l'élite politique et intellectuelle ukrainienne proclama en 1918 la République nationale ukrainienne, sous la direction de Mykhailo Hrushevsky. Inspirée par les idéaux démocratiques et nationalistes européens, cette république entendait incarner l'indépendance politique et culturelle de l'Ukraine moderne. Toutefois, cette aspiration fut de courte durée.

Rapidement, les troupes bolcheviques, opposées à tout projet national dissocié de l'internationalisme révolutionnaire, lancèrent une offensive militaire visant à réintégrer l'Ukraine dans l'espace de pouvoir du nouvel État soviétique. Cette reconquête s'inscrivait dans une continuité impériale, bien que désormais légitimée non plus par la monarchie ou l'orthodoxie, mais par une idéologie universaliste s'affirmant être anti-impérialiste. Le régime soviétique en Ukraine s'est instauré par la contrainte et, dans sa tendance centralisatrice, il s'est largement inscrit dans la continuité du pouvoir tsariste qui l'avait précédé (Kappeler, 2014, p. 365). Ce moment fondateur révèle ainsi une ambivalence structurelle du régime soviétique : sous couvert de libération des peuples, il reproduit en réalité des logiques de contrôle centralisé.

Dans un premier temps, pour stabiliser la situation dans les républiques périphériques nouvellement intégrées, les bolcheviques adoptèrent une politique, nommée la « *korenizatsiya* », destinée à promouvoir les langues et cultures locales, à former des élites autochtones et à accorder une visibilité politique aux nationalités non russes. Cette politique, ardemment défendue par Lénine, constituait une tentative stratégique de rompre avec l'héritage assimilationniste du tsarisme, en montrant que le nouvel État soviétique respectait les identités nationales tout en les intégrant dans un projet communiste global. En Ukraine, cette politique se traduisit par un épanouissement institutionnel : des écoles, des publications, des théâtres et des corps administratifs virent le jour en langue ukrainienne. Des figures culturelles, comme les écrivains Pavlo Tychyna et Mykola Khvylov, furent érigées en symboles d'un renouveau intellectuel ukrainien au sein de la modernité soviétique. Cette phase, bien que brève, a eu des effets durables. La « *korenizatsiya* » permit « l'émergence d'une bureaucratie et d'une intelligentsia ukrainienne, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la culture » (Liber, 1991, p. 18). Elle constitua aussi, paradoxalement, l'un des rares moments historiques où l'État soviétique valida l'existence d'une nation ukrainienne institutionnalisée, même si c'était dans des conditions étroitement encadrées.

Cette phase d'ouverture, souvent qualifiée de « renaissance ukrainienne des années 1920 », a toutefois été motivée autant par des impératifs de légitimation que par une volonté sincère d'émancipation des peuples. La politique soviétique à l'égard des nationalités combinait inclusion apparente et stratégie de contrôle, cherchant à apaiser les aspirations indépendantistes tout en renforçant le pouvoir central (Popova & Shevel, 2024, p. 65). Il ne s'agissait donc pas tant d'une reconnaissance pleine des droits nationaux, mais plutôt d'un mécanisme temporaire de cooptation destiné à asseoir la domination soviétique.

Cependant, à partir de la fin des années 1920, avec la montée en puissance de Joseph Staline, cette politique d'ouverture prit rapidement fin. Accusant les responsables de la « *korenizatsiya* » de favoriser des tendances nationalistes et séparatistes, le régime soviétique réprima violemment les élites intellectuelles ukrainiennes qu'il avait lui-même contribué à former. Des milliers d'écrivains, enseignants, universitaires et responsables politiques furent arrêtés, déportés ou exécutés dans le cadre de purges visant à briser toute forme de nationalisme culturel. Les institutions culturelles ukrainiennes furent démantelées ou vidées de leur substance, marquant le début d'un génocide culturel méthodiquement orchestré. Cette réorientation vers une centralisation autoritaire s'accompagna d'un retour progressif à la suprématie de la culture russe comme vecteur d'unité soviétique. L'idée d'une fédération des peuples cédait alors le pas à une conception hiérarchisée des nations, où la Russie redevenait explicitement la nation aînée.

La collectivisation de l'agriculture imposée par Staline à la fin des années 1920, dans le cadre de sa politique économique centralisée, a constitué un tournant dramatique pour les campagnes ukrainiennes. Présentée comme une étape nécessaire dans la modernisation de l'économie socialiste, cette politique s'est traduite en Ukraine par une entreprise de répression ciblée, dont la violence et l'ampleur ont été sans précédent. Entre 1932 et 1933, la mise en œuvre brutale de la collectivisation provoque ce que l'on désigne aujourd'hui sous le nom du *Holodomor* ou de la Grande Famine. Près de quatre millions d'Ukrainiens ont perdu la vie au cours de cette sombre période désormais largement reconnue comme une famine artificielle organisée par l'État soviétique. Si le contexte de crise agricole généralisée au sein de l'URSS explique en partie la pénurie, la spécificité de la politique appliquée en Ukraine ne laisse guère de doute quant à l'intention du pouvoir central.

Parmi toutes les régions de l'URSS, l'Ukraine a été l'une des plus sévèrement touchées, la répression y ayant pris une dimension particulière où le nationalisme ukrainien, associé à la paysannerie, a été violemment ciblé et écrasé (Snyder, 2010, p. 42). Loin d'un simple désastre logistique, l'Holodomor apparaît comme un outil de guerre idéologique contre une paysannerie perçue non seulement comme réfractaire à la collectivisation, mais aussi comme porteuse d'une identité nationale profonde, enracinée dans la langue, les traditions, l'orthodoxie populaire et la mémoire de l'autonomie cosaque. En ce sens, l'Holodomor fut à la fois un châtiment économique et une opération de neutralisation politique.

L'ampleur de la famine et les mesures punitives qui l'accompagnèrent, soit confiscation de récoltes, interdiction de quitter les villages affamés, répression contre les récalcitrants, ont laissé une empreinte indélébile dans la mémoire collective ukrainienne. Si le débat juridique sur la qualification de génocide reste ouvert dans la littérature internationale, de nombreux États et historiens reconnaissent aujourd'hui le caractère intentionnel de la famine comme un crime dirigé contre le peuple ukrainien. Cette tragédie fut un moment fondateur dans la conscience nationale moderne : « L'Holodomor a cimenté l'image de l'État soviétique comme une entité étrangère, hostile et destructrice pour l'Ukraine » (Subtelny, 2009, p. 452).

De plus, sur le plan idéologique, l'URSS s'était construite sur un rejet catégorique du nationalisme, considéré comme un vestige bourgeois et un frein à l'unité du prolétariat international. En revanche, dès les années 1930, le régime de Staline opère un tournant discursif et symbolique majeur : l'idéologie officielle se teinte progressivement de références russes, parfois en contradiction avec la rhétorique internationaliste marxiste. Ce virage se manifeste clairement lors de la Seconde Guerre mondiale, rebaptisée en URSS « Grande Guerre patriotique ». Pour mobiliser les masses, le pouvoir soviétique affiche des symboles historiques impériaux, proclame la défense de la « Mère Patrie », les exploits de héros historiques russes tels qu'Alexandre Nevski ou de Souvorov, les batailles contre les envahisseurs étrangers deviennent les métaphores de la lutte contre le nazisme. Ce glissement d'un patriotisme soviétique abstrait vers un patriotisme spécifiquement russe n'est pas anodin. Il réintroduit au cœur du récit soviétique une hiérarchie culturelle, où le peuple russe retrouve son rôle central, sinon supérieur : « L'identité soviétique, bien qu'officiellement multiculturelle, était profondément teintée de références russes, tant dans l'éducation que dans les médias ou les commémorations » (Plokhy, 2015, p. 303-304). Ainsi, la soviétisation s'accompagne d'une russification rampante, dans laquelle la culture, l'histoire et la langue russes deviennent progressivement les vecteurs hégémoniques de l'unité socialiste.

Cependant, l'affirmation du pouvoir soviétique et la tentative d'homogénéisation culturelle ne sont pas restées sans opposition. Dès les années 1920 et surtout pendant la Seconde Guerre mondiale, des mouvements nationalistes ukrainiens se structurent pour résister à la fois à l'occupation nazie et à la domination soviétique. L'OUN et son bras armé l'UPA, fondées en 1929, mènent une lutte acharnée pour une Ukraine indépendante. Leur combat, bien que controversé en raison de certaines alliances tactiques avec les forces nazies et d'actes violents contre des civils, révèle une persistance du nationalisme ukrainien enraciné dans une mémoire historique de résistance.

Ces groupes s'inscrivent dans une tradition remontant aux cosaques et à l'héritage de la République nationale ukrainienne de 1918 et réactivent les récits d'autonomie face à l'opresseur moscovite. Leurs actions illustrent l'incapacité du projet soviétique à assimiler totalement les populations ukrainiennes, même après des décennies de répression, de propagande et de redistribution sociale. Ce phénomène de résilience identitaire est d'autant plus significatif que la majorité des membres de ces mouvements provenaient des milieux ruraux ou de petites villes, précisément les couches sociales les plus frappées par l'*Holodomor*. Leur engagement témoigne ainsi d'une transmission intergénérationnelle du traumatisme et d'une politisation accrue de l'identité nationale ukrainienne, désormais articulée autour du souvenir de la souffrance collective.

Malgré les nombreuses vagues de répression et les politiques d'assimilation linguistique, culturelle et politique que l'Ukraine a subies au cours de l'ère soviétique, la RSSU n'a pas uniquement été une périphérie dominée. Elle a également occupé une position stratégique et centrale dans le fonctionnement global de l'État soviétique. Cette ambivalence, à la fois victime et pilier de l'URSS, constitue un aspect fondamental de l'histoire politique et sociale ukrainienne au XXe siècle. Dès les années 1930, et plus encore après la Seconde Guerre mondiale, l'Ukraine devient l'une des républiques les plus industrialisées de l'URSS. Son territoire accueille des centres majeurs de production lourde, d'industrie métallurgique, chimique, énergétique, ainsi que plusieurs villes clés pour l'innovation scientifique et militaire, comme Kharkiv, Dnipro, et bien sûr Kyiv. L'Ukraine est devenue une pièce centrale de l'économie soviétique, jouant un rôle crucial et dépassant largement sa part dans la puissance industrielle et militaire de l'URSS (Plokhy, 2015, p. 275). Cette importance stratégique s'est renforcée dans le cadre de la Guerre froide, l'Ukraine devenant un centre vital pour l'aéronautique, l'énergie nucléaire, et les programmes spatiaux.

Par ailleurs, la RSSU représentait la deuxième république la plus peuplée après la Russie, avec environ 50 millions d'habitants en 1991, ce qui en faisait non seulement un territoire productif, mais également un bassin humain de premier ordre pour les élites soviétiques. Un grand nombre d'Ukrainiens ont accédé à des postes importants dans les structures du Parti communiste, de l'appareil d'État et de l'armée rouge. L'un des exemples les plus emblématiques de cette ascension sociale est Nikita Khrouchtchev lui-même, qui passa une grande partie de sa carrière en Ukraine avant de diriger l'URSS entre 1953 et 1964. Cette trajectoire témoigne du rôle de l'Ukraine comme terrain d'élaboration du pouvoir soviétique, mais aussi comme espace d'opportunités pour ses citoyens.

Cette intégration fut également vécue par de nombreux Ukrainiens comme une forme de promotion sociale et nationale. En particulier dans les années d'après-guerre, des Ukrainiens ruraux, autrefois marginalisés, purent accéder à des fonctions administratives, techniques ou militaires grâce aux politiques de formation et de mobilité sociale mises en œuvre par l'État soviétique. L'Ukraine a joué un rôle crucial dans l'URSS, tant sur le plan économique que symbolique, ce qui a conduit certains Ukrainiens à se considérer pleinement intégrés au projet soviétique. (Popova & Shevel, 2024, p. 77).

De fait, cette participation active a pu brouiller la frontière entre domination et collaboration. Pour une partie de la population ukrainienne, l'URSS ne se résument pas à un système oppressif imposé de l'extérieur, elle représentait aussi une structure dans laquelle il était possible de progresser, d'influencer les décisions politiques et de faire carrière. Cette réalité explique en partie pourquoi la contestation du régime soviétique fut longtemps limitée à des cercles intellectuels ou nationalistes restreints et pourquoi l'adhésion au système soviétique fut réelle pour certains groupes sociaux.

Toutefois, cette participation ne doit pas masquer la nature fondamentalement asymétrique de la relation entre Moscou et Kyiv. L'intégration des élites nationales au sein de l'État soviétique avait pour objectif à la fois de neutraliser les nationalismes émergents et d'intégrer ces groupes dans une hiérarchie dominée par les Russes (Suny, 1993, p. 113). En d'autres termes, la promotion des Ukrainiens dans l'appareil soviétique ne signifiait pas une égalité entre nations, mais relevait d'un calcul politique destiné à stabiliser l'empire multinational soviétique.

Ainsi, la période inaugurale de l’Ukraine soviétique fut marquée par une série de contradictions fondamentales. D’un côté, la politique de « *korenizatsiya* » ouvrit des espaces inédits d’expression culturelle et permit l’émergence d’une élite ukrainienne moderne au sein du système soviétique. D’un autre côté, cette ouverture fut progressivement révoquée au profit d’une recentralisation violente, qui s’accompagna de purges massives, de répression politique et d’une russification rampante. Cette dialectique de reconnaissance puis d’effacement alimente jusqu’à aujourd’hui une mémoire ukrainienne ambivalente du passé soviétique tiraillée entre participation active et oppression subie.

2.3 L’indépendance et l’affirmation identitaire post-URSS

La dislocation de l’URSS en 1991 constitue une césure décisive dans l’histoire contemporaine de l’Ukraine. Pour la première fois depuis la brève expérience de la République nationale ukrainienne (1917–1921), l’Ukraine recouvre une pleine souveraineté politique, sans dépendance juridique ou militaire à l’égard d’une puissance impériale. Toutefois, si l’indépendance constitue un fait juridique clair, la rupture identitaire et culturelle avec le passé soviétique se révèle bien plus complexe et graduelle. La période post-1991 a donc été marquée par un long processus de reconfiguration étatique, où la construction d’une identité nationale unifiée a dû composer avec les héritages impériaux, les clivages régionaux et les tensions géopolitiques internes. Le référendum du 1er décembre 1991, où plus de 90 % des Ukrainiens ont soutenu l’indépendance, fut interprété comme un mandat populaire clair pour une rupture avec Moscou. Ce résultat, remarquable par son ampleur, masquait cependant une pluralité d’attentes vis-à-vis de l’avenir. Pour certains, l’indépendance incarnait l’émancipation nationale ; pour d’autres, notamment dans l’est russophone et en Crimée, elle signifiait un réaménagement administratif plus qu’un basculement identitaire.

L’indépendance formelle ne signifia pas immédiatement une transformation en profondeur des structures politiques, sociales et culturelles du pays : « L’État ukrainien était souverain, mais ses institutions, ses élites et une partie de sa population restaient profondément ancrées dans une culture politique et bureaucratique soviétique » (Plokhy, 2015, p. 327). Cette inertie institutionnelle se traduisit par le maintien en poste d’une grande partie des anciens cadres du Parti communiste, convertis en gestionnaires de la transition post-soviétique. L’absence d’une rupture claire avec l’ordre ancien contribua à ralentir la diffusion d’un imaginaire national unificateur. L’ambivalence post-soviétique se cristallisa dans les territoires du sud et de l’est du pays, où la population, majoritairement russophone, conservait un attachement fort à la mémoire soviétique et à la langue russe comme vecteur culturel. À l’inverse, l’ouest

du pays portait une mémoire différente, marquée par la résistance au pouvoir soviétique, la répression politique et les revendications indépendantistes.

La transition post-soviétique s'est articulée autour de deux pôles identitaires concurrents : un pôle « nationalitaire », centré sur la réaffirmation de la langue ukrainienne, la valorisation de figures historiques comme Taras Shevchenko ou Mykhailo Hrushevsky, et une orientation pro-européenne ; et un pôle « soviétoco-russophone », attaché à la langue russe, à la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et à des représentations favorables de l'URSS (Wilson, 2014, p. 41–43). L'État ukrainien nouvellement indépendant s'est ainsi vu contraint de ménager ces différentes sensibilités, ce qui a débouché sur une politique identitaire à la fois prudente et partiellement ambiguë.

Dans ce contexte polarisé, les autorités ukrainiennes ont progressivement mis en œuvre une politique de construction nationale, centrée notamment sur la langue et les symboles historiques. La Constitution de 1996 consacre l'ukrainien comme seule langue officielle, posant ainsi un jalon symbolique important dans la construction d'une identité nationale propre. Toutefois, en raison du poids démographique et politique des régions russophones, cette politique fut conduite avec modération : « la coexistence avec une large population russophone a contraint les autorités à adopter une approche graduelle, souvent qualifiée de bilinguisme de facto » (Magocsi, 2010, p. 710).

Cela dit, l'ukrainisation ne se limita pas à la langue, mais s'étendit aussi à l'histoire. La relecture du passé soviétique devint un levier central dans la construction d'une mémoire nationale. Dès les années 2000, les autorités engagèrent un processus de reconnaissance officielle des crimes du stalinisme, notamment du *Holodomor* comme acte intentionnel contre le peuple ukrainien. En 2006, le gouvernement ukrainien adopta une loi qualifiant l'*Holodomor* de génocide, instaurant des commémorations annuelles et intégrant cet événement dans les manuels scolaires. Cette mise en mémoire du *Holodomor* a fonctionné comme « un marqueur de différenciation radicale avec la Russie, en construisant une identité ukrainienne fondée sur la souffrance infligée par le régime soviétique » (Snyder, 2010, p. 55). En construisant l'histoire nationale autour de la douleur, la résistance et la dignité face à l'oppression, l'Ukraine post-soviétique a façonné un récit identitaire capable de légitimer l'indépendance sur des bases morales, au-delà du seul cadre géopolitique.

Ce processus d'affirmation identitaire post-soviétique, s'il a permis de consolider un noyau symbolique autour de la langue, de l'histoire et de la mémoire, n'a pas totalement effacé les clivages internes. La

coexistence d'identités régionales, la persistance du russe comme langue de communication dans de nombreuses sphères, et la division des opinions politiques entre « pro-occidentaux » et « pro-russes » ont continué d'alimenter les tensions au sein du pays jusqu'aux événements du Maidan en 2014. Néanmoins, l'indépendance a permis l'émergence, au fil des décennies, d'une conscience nationale plus ancrée, dont les fondements se sont durcis face aux agressions extérieures, en particulier après l'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass. Cette mémoire a aussi alimenté la légitimation morale du projet national ukrainien, en l'opposant à l'impérialisme soviétique et à ses avatars contemporains.

L'affirmation identitaire de l'Ukraine a connu une nette accélération dans les années 2000, portée à la fois par les aspirations euro-atlantiques du pays et par une série de mobilisations populaires ayant profondément transformé le paysage politique et symbolique national. Ce processus a été impulsé par deux moments fondateurs : la Révolution orange de 2004 et la Révolution du Maidan de 2013–2014, qui ont toutes deux représenté des tournants dans la définition de l'identité civique ukrainienne.

La Révolution orange, déclenchée à la suite des fraudes électorales massives en faveur du candidat prorusse Viktor Ianoukovitch, a constitué la première expression d'un nationalisme civique de masse. Les mobilisations ont rassemblé des Ukrainiens de diverses origines régionales et linguistiques autour de la défense de la démocratie, de la transparence électorale et de l'État de droit. Si cette révolution n'a pas débouché sur un bouleversement immédiat des structures, elle a posé les bases d'un récit national fondé sur des valeurs démocratiques partagées, au-delà des clivages ethnolinguistiques.

La Révolution de Maidan (2013–2014), déclenchée par le refus du président Ianoukovitch de signer l'accord d'association avec l'UE, a représenté une inflexion plus profonde encore. Le Maidan a marqué une réinvention du pacte identitaire ukrainien, en mettant en avant un récit centré sur la démocratie, la souveraineté et la résistance face à une agression extérieure (Popova & Shevel, 2024, p. 205). Ce mouvement, bien que dominé dans ses débuts par les populations de l'ouest et du centre du pays, a progressivement intégré une diversité sociogéographique plus large, mobilisant des citoyens issus des milieux urbains, de la jeunesse étudiante, mais aussi des minorités nationales.

L'annexion de la Crimée par la Russie en mars 2014, suivie du déclenchement de la guerre dans le Donbass, a agi comme un catalyseur de la consolidation identitaire ukrainienne. En menaçant directement la souveraineté territoriale du pays, ces événements ont contribué à redéfinir l'appartenance nationale non plus seulement sur des critères ethnoculturels, mais sur l'adhésion politique à un projet d'État

indépendant. Ce basculement vers un nationalisme civique inclusif, centré sur la loyauté à l'État ukrainien plutôt que sur l'ethnicité ou la langue maternelle, a été souligné par de nombreux observateurs. L'agression russe a « accéléré la transition d'une identité ethnique à une identité civique », renforçant la cohésion nationale autour de la souveraineté et de la résistance (Popova & Shevel, 2024, p. 212).

Cette dynamique ne signifie toutefois pas la disparition des tensions internes. En dépit d'un consensus croissant autour de la souveraineté, plusieurs lignes de fracture mémorielles et symboliques continuent de diviser la société ukrainienne. L'un des enjeux majeurs demeure la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Tandis que le discours officiel promeut une vision nationalisée du conflit, axée sur la double occupation, celle des nazies ainsi que celle des soviétiques, et la résistance ukrainienne, une partie de la population, notamment dans les régions de l'est et du sud, reste attachée à la mémoire soviétique de la « Grande Guerre patriotique » et aux figures militaires russes.

La reconnaissance officielle des combattants de l'OUN et de l'UPA comme héros nationaux constitue un autre point de tension. Ces groupes, qui ont combattu à la fois les Soviétiques et les nazis, sont célébrés dans l'ouest du pays comme symboles de la résistance à l'occupation, mais leur implication dans des violences contre des civils, notamment contre des Polonais et des Juifs, suscite la controverse, tant au niveau national qu'international. Cette mémoire sélective peut engendrer un sentiment d'exclusion pour ceux qui ne se reconnaissent pas dans ces figures historiques.

À ces conflits mémoriels s'ajoute la question des droits des minorités linguistiques, notamment russophones, hongroises et roumaines. Bien que la Constitution ukrainienne garantisse l'usage des langues minoritaires dans la vie privée et culturelle, les lois adoptées après 2014, notamment sur l'enseignement en langue ukrainienne, ont parfois été perçues comme des mesures d'assimilation forcée. Cela a alimenté un sentiment de marginalisation dans certaines régions, en particulier dans le sud-est de l'Ukraine. Suny résume cette tension en affirmant que « la construction nationale post-soviétique en Ukraine a été prise entre deux forces contradictoires : la nécessité d'unifier et la pression pour exclure » (Suny, 1993, p. 119).

2.4 L'escalade des tensions et le déclenchement du conflit armé

L'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, amorcée par l'annexion de la Crimée en 2014 et culminant avec l'invasion à grande échelle de février 2022, ne constitue pas une rupture soudaine, mais le résultat d'un long processus d'escalade, nourri par des dynamiques identitaires, des perceptions géopolitiques antagonistes et des récits historiques concurrents. Le conflit armé actuel plonge ses racines dans la trajectoire post-soviétique de l'Ukraine, sa volonté d'intégration euro-atlantique et la réaffirmation par la Russie d'une vision impériale incompatible avec la souveraineté ukrainienne.

Le Révolution de Maidan en 2013–2014, déclenché par la suspension de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE, a cristallisé une rupture entre deux projets de société : l'un tourné vers l'Europe et la démocratie libérale ; l'autre attaché à une vision post-soviétique autoritaire et russo-centrée. Le Maidan fut perçu à Moscou non comme un mouvement populaire, mais comme un coup d'État orchestré par l'Occident pour détacher l'Ukraine de la sphère d'influence russe : « Le Kremlin voyait dans le Maidan une menace existentielle à son modèle politique autant qu'à sa vision de l'ordre régional » (Popova & Shevel, 2024, p. 211).

La chute du président pro-russe Viktor Ianoukovitch, en février 2014, a immédiatement déclenché une réaction violente de Moscou. L'épisode charnière dans cette escalade est l'annexion de la Crimée par la Russie en mars 2014 à l'issue d'un référendum contesté, en invoquant la protection des populations russophones et des intérêts géostratégiques. La Crimée, territoire majoritairement russophone, mais rattaché à l'Ukraine depuis 1954, devient alors le symbole d'un affrontement entre deux conceptions de la légitimité : d'un côté, l'intégrité territoriale défendue par l'Ukraine et la communauté internationale ; de l'autre, une logique ethno-historique utilisée par Moscou pour revendiquer l'appropriation du territoire. Cet acte constitue une rupture décisive : « L'annexion de la Crimée a rompu le dernier lien de confiance entre Kyiv et Moscou et signale le retour de la Russie à une politique d'expansion territoriale impériale » (Plokhy, 2015, p. 343). Il s'agit moins d'une réaction ponctuelle que de la manifestation d'une vision stratégique fondée sur le rejet de l'indépendance ukrainienne en tant que projet politique légitime.

Dans les semaines qui suivent, des soulèvements armés sont organisés par des séparatistes prorusses dans les régions de Donetsk et Louhansk, soutenus activement par la Russie à travers des livraisons d'armes, la présence de conseillers militaires et l'envoi de troupes non officielles. Cette guerre hybride, qui combine soutien indirect et guerre de propagande, s'inscrit dans une stratégie plus large visant à

déstabiliser l’Ukraine et à empêcher son ancrage euro-atlantique : « la Russie a utilisé le Donbass comme un levier pour influencer l’ensemble du territoire ukrainien, tout en niant toute responsabilité directe » (Plokhy, 2023, p. 145).

Le conflit qui éclate en avril 2014 dans le Donbass s’inscrit dans la continuité directe de cette logique impériale. Présenté par Moscou comme un soulèvement populaire contre un pouvoir central illégitime, il est en réalité largement orchestré par des agents russes, comme l’a démontré une multitude de sources journalistiques et diplomatiques. Andrew Wilson décrit ainsi une « guerre par procuration », où la Russie instrumentalise les clivages internes ukrainiens pour affaiblir son voisin tout en niant son implication directe (Wilson, 2014, p. 119). Ce conflit révèle une volonté russe de maintenir un levier de déstabilisation permanent sur l’Ukraine. En empêchant Kyiv d’exercer son autorité sur l’ensemble de son territoire, Moscou vise à bloquer l’intégration euro-atlantique du pays. Cette stratégie repose sur une vision du monde qui nie l’existence même d’une nation ukrainienne distincte.

La guerre du Donbass, bien que localisée, a un impact national : elle provoque la militarisation de la société ukrainienne, la consolidation d’un sentiment anti-russe dans l’opinion publique et la reconfiguration de la politique sécuritaire et identitaire du pays. Popova et Shevel notent que « l’invasion du Donbass a joué un rôle central dans la transition de l’Ukraine vers un nationalisme civique fondé sur la résistance à l’agression et la défense de la souveraineté » (Popova & Shevel, 2024, p. 213). La guerre devient ainsi un catalyseur de la consolidation nationale.

L’escalade atteint son paroxysme avec l’invasion massive lancée le 24 février 2022. Après huit années de guerre hybride, le président Vladimir Poutine justifie cette attaque par des arguments fallacieux de « dénazification » et de « protection des russophones », tout en réitérant la thèse selon laquelle l’Ukraine n’a jamais été une vraie nation. Dans un discours prononcé peu avant l’invasion, il affirme que l’Ukraine moderne est une « invention de Lénine », niant ainsi toute légitimité historique à l’État ukrainien (Plokhy, 2023, p. 7). Le discours de guerre du Kremlin repose principalement sur la négation de l’existence d’une nation ukrainienne distincte. (Popova & Shevel, 2024, p. 15).

Cette vision révisionniste s’ancre dans une mémoire impériale longue. Le refus russe de reconnaître l’indépendance de l’Ukraine repose sur une lecture ethnohistorique qui confond les notions de peuple russe, petit-russe et grand-russe, dans une logique d’unité forcée (Kappeler, 2014, p. 8). Cette négation de la reconnaissance nationale alimente un imaginaire de reconquête, où la guerre devient un moyen de

restaurer une grandeur impériale passée. Ce discours vise à délégitimer la souveraineté ukrainienne en la présentant comme une anomalie historique, artificiellement imposée par l'Occident.

Au-delà des affrontements militaires, le conflit russo-ukrainien est aussi une guerre des récits et des identités. La Russie y projette une vision impériale et paternaliste, dans laquelle l'Ukraine est considérée comme un territoire égaré devant être ramené dans le giron russe. Ce récit mobilise des images de décadence occidentale, de trahison historique et de rédemption nationale. Du côté ukrainien, la guerre devient un moteur de refondation identitaire, articulée autour de la souveraineté, de la résistance et de la dignité. Cette mobilisation dépasse les clivages linguistiques et régionaux pour construire un sentiment national commun. La guerre de 2014 n'a donc pas seulement redessiné des frontières géopolitiques ; elle a également transformé la carte mentale de la nation ukrainienne, en solidifiant un projet de société fondé sur l'autonomie et l'autodétermination.

Paradoxalement, l'agression russe a produit un effet inverse à celui recherché. Elle a renforcé l'identité civique ukrainienne, en unifiant des régions auparavant ambivalentes dans leur loyauté à l'État central. De nombreux citoyens russophones du sud-est du pays, confrontés à l'occupation ou aux violences, se sont progressivement identifiés à l'État ukrainien. Cette évolution témoigne d'un déplacement du critère d'appartenance nationale, de l'ethnie vers la loyauté politique. La guerre du Donbass a servi de catalyseur à un nationalisme civique fondé sur la souveraineté, le respect du droit et la défense collective de l'Ukraine (Popova & Shevel, 2024, p. 219).

Ce renforcement s'exprime aussi par une mobilisation massive autour de la mémoire historique. La reconnaissance du *Holodomor* comme génocide a été largement intégrée dans le récit identitaire officiel, tout comme la réhabilitation de figures nationalistes du XXe siècle. Ces politiques mémorielles ont pour fonction de créer une continuité symbolique entre les luttes passées contre l'impérialisme soviétique et la résistance actuelle à l'agression russe.

2.5 Influence des fractures historiques sur les relations russo-ukrainiennes

L'histoire des relations entre la Russie et l'Ukraine est profondément marquée par une série de fractures politiques, culturelles et identitaires, dont les effets continuent de structurer les dynamiques contemporaines du conflit. Au cœur de ces tensions se trouvent des héritages impériaux et soviétiques contradictoires, une mémoire partagée, mais conflictuelle, ainsi qu'une oscillation entre coopération et domination, qui rend les actes de rupture perçus comme des trahisons historiques.

Depuis le XVIII^e siècle, l'Ukraine a été intégrée, souvent de manière contrainte, aux structures impériales russes puis soviétiques. Cette intégration, marquée par des épisodes de soumission militaire, d'annexion administrative et de domination culturelle, a produit un chevauchement complexe d'identités, de récits historiques et de mémoires collectives. Si certains récits ont tenté de justifier cette intégration par des liens linguistiques ou religieux, d'autres y ont vu une négation persistante de la souveraineté nationale.

Ce passé partagé a été mobilisé par la Russie contemporaine pour justifier une forme d'unité civilisationnelle, dans laquelle l'Ukraine est perçue comme faisant partie intégrante du « monde russe ». Cependant, cette proximité historique, loin de favoriser l'harmonie, a souvent généré des tensions accrues, car elle implique une rivalité sur l'appropriation du récit national : « l'un des grands paradoxes des relations russo-ukrainiennes est que la proximité historique ne produit pas la solidarité, mais une hostilité accrue, alimentée par des récits concurrents sur le passé » (Plokhy, 2015, p. 286). Cette concurrence prend racine dans des interprétations antagoniques de l'histoire : pour Moscou, l'Ukraine est une extension naturelle de la Russie ; pour Kyiv, cette proximité est le produit d'une domination séculaire qu'il convient de déconstruire.

Ainsi, chaque tentative ukrainienne d'émancipation symbolique ou politique est perçue par la Russie non comme l'exercice d'un droit souverain, mais comme une trahison de l'unité historique. Le refus de Kyiv, en 2013, de rejoindre l'Union eurasiatique et son basculement vers l'UE et l'OTAN ont ainsi été vécus par le Kremlin comme un rejet de l'identité commune forgée pendant l'époque soviétique, voire tsariste. Ce rejet a contribué à radicaliser la posture de Moscou, qui considère désormais la nation ukrainienne comme une fiction occidentale, détachée de ses « racines naturelles ».

Cette ambivalence historique a longtemps structuré les relations bilatérales, oscillant entre coopération pragmatique et domination latente. Sous l'Empire russe, l'Ukraine avait un statut ambigu : tantôt province périphérique, tantôt « Petite Russie » porteuse d'une identité complémentaire de la Russie impériale. À l'époque soviétique, cette ambivalence persiste : l'Ukraine devient l'une des républiques les plus importantes de l'URSS, tant par son poids démographique qu'économique, mais elle est aussi l'objet de politiques de russification, de collectivisation brutale et de répression culturelle.

Les relations russo-ukrainiennes ont ainsi été traversées par une dialectique constante entre inclusion et violence. L'Ukraine a fourni des cadres, des scientifiques, des militaires à l'URSS, participant à son fonctionnement, tout en subissant des famines organisées, des purges politiques et des tentatives de dissolution de son identité nationale. Cette coopération imposée, où la loyauté à l'État soviétique était exigée malgré les blessures historiques, a nourri un ressentiment profond.

Ce passé de collaboration forcée explique en partie la radicalité des réactions actuelles à l'agression russe : « le fait qu'une coopération ait été historiquement possible renforce le sentiment de trahison lorsqu'elle se transforme en agression » (Popova & Shevel, 2024, p. 119). L'invasion de 2014, puis celle de 2022, ne sont pas seulement perçues comme des violations du droit international : elles représentent pour de nombreux Ukrainiens la confirmation d'un cycle historique de domination, d'instrumentalisation et de déni.

Cette rupture violente prend une dimension d'autant plus symbolique que l'histoire des deux peuples avait, pour une partie de la population, nourri l'illusion d'un avenir commun fondé sur la coopération. Dès lors, l'agression militaire ne fait pas seulement tomber les masques de la diplomatie, elle transforme la mémoire commune en outil de division. Les symboles jadis partagés, tels que les figures littéraires, mythes historiques, commémorations militaires, deviennent des champs de bataille mémoriels, desquels chacun tente de s'approprier la signification.

Depuis 2014, l'Ukraine a entrepris un processus de décommunisation systématique, visant à rompre symboliquement et institutionnellement avec l'héritage du régime soviétique. Ce processus, amorcé dans le sillage de la Révolution de Maidan, est à la fois une réponse à l'agression russe et une tentative de refondation du récit national ukrainien sur des bases affranchies de la domination soviétique. Il s'inscrit dans une stratégie plus large de reconfiguration mémorielle, identitaire et géopolitique.

Le 9 avril 2015, le parlement ukrainien adopte un nombre de lois qui proscriit les symboles soviétiques, tels que les drapeaux, hymnes, monuments, noms de rues, partis politiques affiliés. Celles-ci assimilent le régime communiste au régime nazi en termes de responsabilité historique, et imposent l'ouverture des archives des services secrets soviétiques. Cette législation prévoit également la criminalisation de la propagande pro-soviétique, assimilée à une menace contre l'indépendance de l'État ukrainien. Cette entreprise législative ne peut se comprendre que dans le contexte d'une lecture historique du soviétisme comme une idéologie impériale camouflée, dont le projet véritable était l'éradication de toute forme d'autonomie nationale en Ukraine. *L'Holodomor* devient dans cette lecture non pas un accident de la politique agraire stalinienne, mais un crime structurant dans la relation entre le pouvoir soviétique et l'identité ukrainienne.

Ainsi, la décommunisation dépasse largement la logique de la simple épuration symbolique. Elle vise une restructuration du cadre symbolique de l'État ukrainien, dont les piliers ont été historiquement façonnés par le narratif soviétique. Entre 2015 et 2017, plus de 50 000 rues ont été renommées, près de 1 500 monuments soviétiques déboulonnés et des dizaines de localités ont changé de nom afin d'effacer les traces du lexique bolchevique (Harvard Ukrainian Research Institute, 2025). Ce processus a marqué visuellement et matériellement la volonté de rompre avec une mémoire imposée et d'inscrire une nouvelle narration dans l'espace public.

Ce travail mémoriel, toutefois, ne s'arrête pas à l'anti-soviétisme. Il est aussi, de façon plus fondamentale, une tentative de désimpérialisation. Comme l'ont montré les chercheurs ukrainiens et occidentaux, le soviétisme est de plus en plus perçu non comme un projet internationaliste, mais comme une continuité du projet impérial russe, sous des formes modernisées (Kotliuk, 2023). L'historiographie officielle ukrainienne établie après 2014 met ainsi en évidence la centralité du contrôle culturel, linguistique et administratif de Moscou, même sous la bannière communiste, comme mécanisme de domination impériale. En ce sens, la décommunisation devient aussi un outil de dérussification, visant à recentrer le récit national sur ses composantes proprement ukrainiennes; la langue, les figures historiques nationales ainsi que des récits de résistance.

Enfin, l'ouverture des archives du KGB, rendue obligatoire par la loi de 2015, représente une avancée majeure dans la reconquête du droit à la mémoire. En permettant aux chercheurs et aux familles de consulter les dossiers de la répression soviétique, l'État ukrainien reconnaît la nécessité de documenter

les traumatismes collectifs, mais aussi de briser le monopole narratif détenu pendant des décennies par les institutions soviétiques puis russes sur l'histoire du XXe siècle. Cette transparence s'inscrit dans une volonté de rendre justice, mais aussi de poser les bases d'une mémoire partagée au sein de la société ukrainienne, fragmentée par les héritages divergents de l'est et de l'ouest.

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022 constitue un tournant décisif dans le processus de reconfiguration identitaire de l'État ukrainien. Si la décommunisation entamée en 2015 avait une portée principalement défensive visant à rompre avec l'héritage autoritaire et colonial du régime soviétique, l'agression russe a marqué une transition vers un projet plus vaste, articulé autour d'une décolonisation culturelle, symbolique et intellectuelle. Le conflit a déplacé les lignes du débat, en transformant la question de la mémoire en une composante essentielle de la survie nationale. Il ne s'agit plus simplement de corriger l'héritage soviétique, mais de désarticuler une perspective impériale perçue comme toujours active dans le discours et les pratiques du pouvoir russe contemporain.

Cette dynamique s'observe notamment dans la révision profonde de la place des figures culturelles russes dans l'espace public ukrainien. Le cas d'Alexandre Pouchkine est emblématique : longtemps considéré comme un « patrimoine commun » à l'espace post-soviétique, le poète a vu sa mémoire publique radicalement remise en question. Depuis 2022, cette figure a été progressivement retirée des espaces publics dans ce que les chercheurs appellent la « mise à la trappe de Babel », c'est-à-dire l'exclusion des figures considérées comme les vecteurs d'une domination symbolique russe sur l'Ukraine (Ourdan, 2025). Comme le note Kolesnikov, « la guerre a accéléré la rupture avec l'imaginaire russe, dans un effort de purification symbolique d'un passé impérial imposé » (Kolesnikov, 2023).

Cette rupture est aussi interprétée comme un acte de souveraineté culturelle. En coupant le « cordon ombilical » symbolique qui reliait encore l'Ukraine à la Russie par la langue, l'éducation ou les références artistiques, le pays affirme sa volonté de se reconstruire sur une base propre, affranchie de toute tutelle mémorielle. Cette démarche s'inscrit dans la continuité du postulat selon lequel l'identité ukrainienne ne peut pleinement s'épanouir que par l'émancipation de l'univers de référence impériale russe (Plokhy, 2023, p. 212).

Ce processus n'est cependant pas sans tensions internes. Dans certaines régions russophones ou bilingues du pays, le retrait de figures culturelles russes est vécu comme une forme d'aliénation ou de marginalisation. Cependant, la guerre a aussi modifié les perceptions : une partie importante de la

population, y compris russophone, soutient désormais ces politiques comme un acte de résistance et de cohérence nationale. La ligne de fracture ne passe plus uniquement entre Ukrainiens russophones et ukrainophones, mais entre ceux qui adhèrent au projet d'un État culturellement souverain et ceux qui en refusent la logique décoloniale.

Enfin, l'évolution divergente des régimes politiques ukrainien et russe constitue un facteur décisif dans l'élargissement de la fracture identitaire entre les deux nations. Si les deux pays partageaient encore en 1991 un héritage institutionnel et bureaucratique commun hérité de l'URSS, les trajectoires qu'ils ont empruntées depuis ont progressivement creusé un fossé non seulement politique, mais aussi civilisationnel. Cette divergence s'est radicalisée après 2014, lorsque l'Ukraine, à la suite du mouvement de Maidan, a opté pour une orientation euro-atlantique affirmée, fondée sur un engagement en faveur de la démocratie pluraliste, du respect des droits fondamentaux et de la souveraineté populaire. La signature de l'Accord d'association avec l'Union européenne, la réforme constitutionnelle de 2019 affirmant l'objectif d'adhésion à l'UE et à l'OTAN, et la participation électorale ouverte qui a conduit à plusieurs alternances démocratiques en sont des marqueurs forts. L'Ukraine s'efforce désormais de construire un État civique, fondé sur une citoyenneté inclusive et une souveraineté populaire consciente de son espace civil et mémoriel : « L'Ukraine a apporté une contribution essentielle à l'URSS... ce qui a permis à certains Ukrainiens de se percevoir comme membres à part entière du projet soviétique ; aujourd'hui, cet éveil civique recompose l'appartenance nationale » (Popova & Shevel, 2024, p. 77). En effet, l'Ukraine a progressivement mis en place des mécanismes institutionnels favorisant la décentralisation, une relative autonomie locale, ainsi que la protection des minorités, malgré les critiques concernant certaines politiques linguistiques.

À l'inverse, la Russie, sous Poutine, a consolidé un système politique fondé sur l'autoritarisme électoral, la verticalité du pouvoir et la suppression des contre-pouvoirs. Depuis la réforme constitutionnelle de 2020, qui permet au président de rester en fonction jusqu'en 2036, la Russie a réaffirmé un modèle politique centralisé, incarné par le renforcement du pouvoir exécutif, la mise au pas des médias, et la répression systématique de l'opposition politique et des voix dissidentes. Des lois sur le « statut d'agent de l'étranger » aux restrictions accrues sur l'expression, le modèle américain a cédé la place à un système refusant la pluralité (Suny, 1993, p. 142). Les arrestations d'opposants comme Alexeï Navalny, ou encore la criminalisation de toute critique de « l'opération militaire spéciale » en Ukraine illustrent cette fermeture autoritaire du régime.

Mais cette divergence n'est pas seulement institutionnelle. Elle est ontologique : elle oppose deux visions fondamentales du monde et de la place du pouvoir dans la société. D'un côté, l'Ukraine revendique une modernité politique fondée sur la souveraineté du peuple, la pluralité des mémoires et l'ouverture vers l'Europe ; de l'autre, la Russie réactive une mémoire impériale, structurée par la hiérarchie, un nationalisme ethnique et l'autorité centralisée. L'Ukraine incarne aujourd'hui « le projet d'un État indépendant, fondé sur l'État de droit et la confiance mutuelle de ses citoyens », tandis que la Russie entérine un régime qui a mollement déguisé l'autoritarisme impérial sous des formes pseudo-nationalistes (Snyder, 2010, p. 58). Dans cette perspective, le régime russe ne voit pas l'Ukraine comme un simple voisin récalcitrant, mais comme une menace existentielle. Un État slave orthodoxe qui démontre la possibilité d'un modèle démocratique alternatif au sein de l'ancien espace impérial russe.

Cette divergence a un effet cumulatif sur la conflictualité. D'une part, elle rend la coopération diplomatique structurellement difficile, car les deux États ne partagent plus les mêmes principes et valeurs politiques de base. D'autre part, elle alimente les dynamiques de confrontation identitaire. La Russie justifie sa guerre non seulement par des considérations géostratégiques, mais par la volonté de « dénazifier » et de « désoccidentaliser » l'Ukraine, deux formulations qui traduisent une hostilité ouverte à la trajectoire démocratique et européenne de Kyiv.

En Ukraine, cette polarisation des régimes politiques alimente à son tour une mobilisation civique et nationale sans précédent. L'identité nationale ukrainienne contemporaine se construit de plus en plus en opposition à l'autoritarisme russe, et cette rupture devient un référent commun, y compris dans les régions historiquement russophones. L'adhésion à des valeurs démocratiques, telles que la liberté de la presse, les élections concurrentielles et le pluralisme politique, devient un marqueur d'appartenance nationale aussi puissant que la langue ou la religion.

2.6 Conclusion

L'analyse historique de la relation entre l'Ukraine et la Russie, de l'époque tsariste à l'ère post-soviétique, révèle l'accumulation de méfiance et de blessures identitaires qui sédimente les perceptions actuelles du conflit. Entre répression culturelle, génocide silencieux tel que l'Holodomor, politiques de russification et déni constant de la nation ukrainienne, la domination russe n'a cessé d'alimenter un sentiment de dépossession et d'humiliation au sein de la population ukrainienne. Parallèlement, les tentatives d'affirmation nationale ont été marquées par une résistance tenace, ancrée aussi bien dans les

figures intellectuelles que dans les révoltes populaires, et se sont cristallisées autour d'une mémoire historique fondée sur la souffrance, la souveraineté et la dignité.

Cette lecture historique met en lumière le caractère structurel des antagonismes identitaires et ambivalents qui opposent les deux peuples. Elle montre également que le conflit actuel ne peut être réduit à une lutte géopolitique classique. Il s'agit d'un affrontement identitaire profondément enraciné, mobilisant des récits concurrents d'héritage, de légitimité et d'appartenance.

À partir de cette base historique, la troisième partie de cette recherche appliquera les outils conceptuels développés précédemment pour analyser la nature identitaire du conflit russo-ukrainien contemporain, à la lumière de la théorie des guerres identitaires. Elle s'attachera à démontrer comment les clivages que nous venons d'exposer, instrumentalisés par les acteurs politiques, ont contribué à transformer une rivalité historique en guerre identitaire ouverte.

CHAPITRE 3

VERS UNE RÉSOLUTION DIFFICILE DU CONFLIT : APPLICATION DE L'APPROCHE THÉORIQUE

Ce dernier chapitre vise à appliquer la théorie des guerres identitaires au conflit russo-ukrainien, en mettant en lumière les mécanismes profonds qui entravent toute issue pacifique durable. À travers une lecture centrée sur la polarisation des identités collectives, la mémoire traumatique, et l'indivisibilité symbolique du territoire, ce chapitre montre que la guerre actuelle dépasse largement les enjeux géostratégiques pour s'ancrer dans des dynamiques identitaires enracinées, souvent irréconciliables. En mobilisant les apports de plusieurs auteurs, nous mettons en évidence le rôle central joué par les récits concurrents, l'instrumentalisation politique de la mémoire et la perception d'une menace existentielle, tant du côté ukrainien que russe. Finalement, le chapitre interroge les possibilités de négociation à la lumière de ces tensions et elle explore des modèles de résolution des conflits pour proposer des pistes de paix aussi fragiles que nécessaires.

3.1 Application de la théorie des guerres identitaires au cas ukrainien

Le conflit illustre parfaitement ce que Derriennic décrit comme une polarisation entre des identités perçues comme immuables, exclusives et inconciliables (Derriennic, 2001, p. 75). Cette polarisation est alimentée par des récits concurrents : d'un côté, une mémoire ukrainienne fondée sur les traumas de l'histoire tel que l'Holodomor, les répressions stalinien et les luttes indépendantistes, de l'autre, une narration russe qui nie la souveraineté ukrainienne en invoquant des liens historiques qui ne peuvent être dissous. La vision russe, incarnée par le discours du président Poutine, selon laquelle l'Ukraine serait une invention de Lénine et non une nation authentique, relève d'un projet de délégitimation identitaire profond (Plokhy, 2023, p. 7). Un projet qui, en soi, affirme que l'Ukraine n'est qu'une simple extension du « monde russe » (Kappeler, 2014, p. 209). Ce processus de déni identitaire constitue un mécanisme classique dans les guerres identitaires, qui reposent souvent sur la négation de la subjectivité politique de l'autre groupe (Horowitz, 1985, p. 55).

L'ancre historique de cette polarisation identitaire illustre aussi la dynamique de « cycles de représailles » et de mémoire collective traumatique. L'Holodomor, largement reconnu comme une famine intentionnelle dirigée contre le peuple ukrainien, joue un rôle structurant dans la mémoire nationale : il cristallise un sentiment de victimisation et de défiance envers Moscou (Snyder, 2010, p. 55). Ce souvenir s'est transformé en fondement moral de l'indépendance et de la résistance actuelle. Derriennic souligne

que « les identités collectives fondées sur la mémoire des persécutions passées sont particulièrement résistantes au compromis » (Derriennic, 2001, p. 97), ce qui explique en partie la rigidité croissante de la position ukrainienne face aux propositions de neutralité ou de fédéralisation imposées par la Russie. Il est possible de le voir à partir de cet événement, mais nous avons également démontré dans le chapitre précédent qu'il existe une liste de raison pour le peuple ukrainien de se sentir victime d'une oppression historique de la part de la Russie.

La perception d'une menace existentielle, une autre caractéristique centrale de ce type de conflit, est également présente des deux côtés. Du point de vue russe, l'émancipation ukrainienne, son orientation euro-atlantique et ses symboles identitaires propres représentent une menace pour la continuité du récit impérial et l'idée d'une communauté russophone transnationale. Le Kremlin a ainsi interprété la révolution du Maidan comme « une menace existentielle à son modèle politique autant qu'à sa vision de l'ordre régional » (Popova & Shevel, 2024, p. 211), activant une rhétorique de défense civilisationnelle justifiant l'agression militaire. Inversement, du côté ukrainien, l'annexion de la Crimée, la guerre dans le Donbass, puis l'invasion de 2022 ont été perçues comme des attaques visant non seulement le territoire, mais la survie même de l'Ukraine en tant que nation. Cette perception découle d'une lecture existentielle du conflit, où l'agression militaire s'accompagne d'un effacement symbolique : la négation de la langue, de l'histoire et de la souveraineté nationale. Comme l'explique Oksamytyna, le discours de guerre russe repose sur un impérialisme culturel et une logique de suprématie identitaire qui refusent à l'Ukraine toute autonomie narrative ou politique, transformant ainsi la guerre en une tentative d'éradication nationale (Oksamytyna, 2023, p. 499). Dans un tel contexte, la logique de confrontation devient celle du « tout ou rien », rendant le compromis symbolique pratiquement impossible.

L'instrumentalisation des identités par les élites constitue un autre moteur majeur de ce conflit. Nous avons vu que, selon Kaufman, les élites, en période de crise, mobilisent des symboles historiques et des émotions collectives pour renforcer leur autorité et justifier des actions radicales, c'est ce qu'il nomme la « politique symbolique » (Kaufman, 2001, p. 63). Le discours du Kremlin, niant l'existence de l'Ukraine et évoquant la « dénazification » d'un pays dirigé par un président juif, en est une illustration flagrante. Ce discours vise à reconfigurer l'histoire en mobilisant des symboles de grandeur impériale et de trahison pour légitimer la violence. Elle convoque des images de la Seconde Guerre mondiale, des menaces nazies fictives, et la protection des « frères russes » pour justifier l'annexion de la Crimée et la guerre au Donbass.

Ce discours sert autant à légitimer une politique extérieure agressive qu'à consolider un pouvoir autoritaire à l'intérieur de la Russie (McFaul, 2020, p. 102).

Du côté ukrainien, les autorités ont également recours à une construction symbolique de la nation, en érigent l'Holodomor en élément fondateur de l'identité nationale et en valorisant les figures historiques de résistance comme Taras Shevchenko ou l'UPA. Des éléments identitaires qui prennent davantage de valeur alors qu'une décommunisation et un rejet des figures historiques russes de la culture ukrainienne se réalisent simultanément. Cette stratégie, tout en renforçant la cohésion nationale, a pu contribuer à polariser davantage certaines régions du pays, notamment dans l'est et le sud, où la mémoire soviétique reste vivace (Suny, 1993, p. 119). Cette tension entre reconnaissance identitaire et exclusion perçue des minorités russophones est une dynamique ambivalente que la théorie des guerres identitaires permet d'interroger. Une dynamique qui, selon Brubaker, participe à la construction sociale d'une identité nationale en situation de conflit (Brubaker, 2006, p. 11).

Le conflit russo-ukrainien illustre une autre constante des guerres identitaires par la notion d'indivisibilité du territoire, en particulier de la Crimée et du Donbass. Pour la Russie, la Crimée est un espace sacré, rattaché à un mythe fondateur impérial et orthodoxe. Pour l'Ukraine, ces régions symbolisent l'intégrité territoriale nationale, issue d'un référendum populaire d'indépendance en 1991 soutenu massivement y compris dans l'est russophone. D'un côté comme de l'autre, il s'agit d'un territoire dont la perte est vécue comme un démembrlement existentiel. Une situation reflétant ce que Toft explique : « toute concession territoriale apparaît comme une menace existentielle » (Toft, 2003, p. 23), rendant le compromis diplomatique presque impossible. L'intensité de la bataille pour le Donbass ou Kherson découle de cette charge symbolique où la terre devient l'incarnation de l'identité collective.

Enfin, une dernière caractéristique majeure des guerres identitaires, telle que nous l'avons définie avec les apports de Mamdani et Derriennic, est que la violence ne vise pas seulement les forces armées, mais s'abat directement et intentionnellement sur les populations civiles, considérées comme porteuses de l'identité collective ennemie. Cette dynamique est centrale dans le conflit russo-ukrainien, où la guerre ne se déroule pas uniquement sur le champ de bataille, mais aussi dans les villages, les villes, les écoles et les hôpitaux. Depuis l'invasion à grande échelle de février 2022, des violences massives et systématiques contre les civils de tout genre ont été documentées dans de nombreuses localités ukrainiennes occupées temporairement par les forces russes. Dans les territoires occupés, les écoles ukrainiennes sont fermées,

les manuels réécrits selon la version historique russe, les monuments ukrainiens démontés, et les enseignants ou responsables locaux arrêtés ou intimidés s'ils refusent de collaborer (HRW, 2024). On l'observe également dans les transferts forcés de population mis en place par les autorités russes dans les territoires occupés, en particulier en Crimée et dans les oblasts de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijjia. Des milliers d'enfants ukrainiens ont été déportés vers la Russie, souvent placés dans des familles d'accueil russes ou dans des institutions où leur langue et leur culture sont effacées, dans une logique de russification forcée dénoncée par Kyiv et par plusieurs rapports d'ONG et d'institutions internationales (Deutsch, 2024).

Le cas de Boutcha, en mars 2022, est emblématique : plus de 400 civils ont été retrouvés exécutés, certains les mains liées, d'autres torturés, et abandonnés dans les rues ou dans des fosses communes (Khudov & Sly, 2022). Ce massacre a profondément marqué la mémoire collective ukrainienne et internationale, car il symbolise une tentative d'anéantissement de l'identité ukrainienne par la terreur, en visant spécifiquement des personnes non combattantes dans un but de domination psychologique et politique. À cela s'ajoutent les bombardements indiscriminés de quartiers résidentiels à Marioupol, Kharkiv, Tchernihiv ou encore Kyiv. À Marioupol, le théâtre, pourtant clairement marqué comme abri pour enfants, a été détruit en mars 2022 par une frappe aérienne russe, tuant des centaines de personnes. Cette attaque, parmi d'autres, illustre l'usage délibéré de la violence contre des espaces civils dans un but d'intimidation collective et de destruction de la volonté de résistance.

Ces actions ne sont pas isolées, mais s'inscrivent dans une stratégie de guerre fondée sur une logique de conquête identitaire, où la déshumanisation de l'ennemi justifie l'anéantissement de ses civils. Ainsi, la violence contre les civils ukrainiens ne peut être comprise uniquement comme une conséquence de la guerre, mais comme un instrument de domination, de rééducation forcée et de nettoyage symbolique, visant à éliminer non seulement la résistance militaire, mais la présence même d'un peuple qui affirme une identité propre et incompatible avec le projet impérial russe. Un argumentaire similaire peut même être avancé pour les actions ukrainiennes en rapport à sa réaction face à la Russie. Nous avons précédemment établi que plusieurs aspects historiquement russes ont été et sont graduellement effacés de l'Ukraine malgré l'existence d'une influence russe ambivalente sur son histoire. Même si l'impact de ses actions n'a pas la même violence que son adversaire, il n'en reste pas moins qu'un fondement idéologique polarisé et similaire est en cause.

3.2 Discours et positions ukrainiennes face aux négociations

Les positions ukrainiennes face aux négociations de paix, particulièrement depuis 2014, doivent être comprises à la lumière d'un cadre théorique propre aux guerres identitaires. Dans ce type de conflit, les identités collectives sont perçues comme immuables, et les enjeux symboliques deviennent des facteurs centraux d'escalade et d'intransigeance. La posture de l'Ukraine dans les négociations s'ancre dès lors dans une logique de défense existentielle, où la concession territoriale ou politique n'est pas simplement perçue comme une perte stratégique, mais comme une menace directe à l'existence même de la nation.

Cette position s'explique par la logique des guerres identitaires que nous avons étudiée, où les concessions sont souvent perçues comme des trahisons insoutenables. À ce titre, les autorités ukrainiennes ont établi des « lignes rouges » non négociables dans le cadre des pourparlers, incluant la restitution de tous les territoires occupés, le retrait complet des troupes russes, et l'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN. Selon un rapport de *Ukrainska Pravda*, des sources diplomatiques ukrainiennes indiquent que « la neutralité militaire n'est plus envisageable après les massacres de Bouthcha et Marioupol ; l'adhésion à l'OTAN est devenue une condition de survie » (Sydorenko & Oliynyk, 2025). Ce positionnement reflète une transformation du rapport au compromis, passé d'un calcul stratégique à un impératif moral, forgé par l'expérience de la guerre totale. Le président Zelensky, tout comme ses prédécesseurs, a réaffirmé de manière répétée l'intangibilité des frontières reconnues internationalement de l'Ukraine, y compris la Crimée (Sydorenko, 2025). Le refus de tout compromis territorial s'explique par une conviction partagée selon laquelle céder un territoire reviendrait à légitimer une agression impérialiste, à ouvrir la voie à d'autres revendications, et à trahir les victimes de la guerre.

Ce refus de concessions doit être relié à l'histoire longue de la domination impériale russe et soviétique sur l'Ukraine analysée dans le chapitre précédent. L'Ukraine porte une mémoire historique structurée autour de la résistance à une succession d'entreprises d'effacement identitaire. Cette mémoire s'est consolidée autour de « la souffrance infligée par le régime soviétique » (Snyder, 2010, p. 55), qui agit aujourd'hui comme un ciment identitaire dans la justification du rejet de la tutelle russe. La radicalisation de la position ukrainienne s'inscrit donc dans une dynamique de réaffirmation nationale accélérée depuis 2014, accentuée par l'annexion de la Crimée et la guerre du Donbass. Dans une logique où le nationalisme ethnique ukrainien s'est transformé en un nationalisme civique fondé sur la souveraineté et la résistance (Popova & Shevel, 2024, p. 212), la guerre n'est plus simplement une question géopolitique, mais un moment fondateur dans la consolidation d'un projet national ukrainien, ce qui rend les compromis

symboliquement inacceptables. Cette nouvelle forme de patriotisme, fondée sur les valeurs de liberté, de droit et d'indépendance, rend encore plus difficile l'acceptation d'un compromis avec un régime autoritaire perçu comme impérialiste et oppresseur.

Par ailleurs, la vision symbolique du territoire comme indivisible s'applique parfaitement au cas ukrainien et dans son inflexibilité diplomatique. Dans le discours public ukrainien, la Crimée et le Donbass ne sont pas simplement des territoires disputés, mais des éléments constitutifs de la nation. La Crimée, longtemps marginalisée dans les représentations nationales, a été réintégrée symboliquement dans l'imaginaire ukrainien après son annexion comme un lieu de mémoire de la trahison et de la résistance. Elle n'est plus seulement un enjeu géostratégique, mais un pilier identitaire : l'abandonner signifierait renier l'unité du corps national. Leur perte est perçue non seulement comme une mutilation géographique, mais comme une négation de l'existence nationale elle-même.

Les négociations sont également perçues par une partie de la société ukrainienne comme un outil de manipulation stratégique utilisé par la Russie, et non comme un moyen sincère de résolution. Cela s'inscrit dans la dynamique de la « guerre hybride » décrite par Andrew Wilson, où la Russie « instrumentalise les clivages internes pour affaiblir son voisin tout en niant son implication directe » (Wilson, 2014, p. 119). Les Accords de Minsk, signés en 2014 et 2015, ont été interprétés par une grande partie de l'opinion ukrainienne comme des manœuvres dilatoires qui ont permis à la Russie de gagner du temps, tout en renforçant ses positions militaires. Le non-respect des accords par les milices soutenues par Moscou a renforcé l'idée, chez les Ukrainiens, que les négociations ne peuvent pas aboutir tant que la Russie refuse de reconnaître l'Ukraine comme une entité nationale légitime (Plokhy, 2023, p. 145).

Dans ce contexte, il apparaît que les négociations ne pourront être acceptables pour l'Ukraine que si elles répondent à un double impératif fondamental : la justice historique, soit la reconnaissance claire des torts subis et des crimes commis par la Russie, et la garantie de sécurité future, à travers une intégration durable dans les structures euro-atlantiques. Ces deux exigences sont perçues comme les conditions minimales pour éviter un retour au statu quo ante, perçu en Ukraine non pas comme un état de paix, mais comme un état de soumission larvée.

Le premier impératif, la justice historique, s'inscrit dans une mémoire collective profondément marquée par les souffrances infligées par les politiques tsaristes, soviétiques et post-soviétiques. L’Holodomor, les purges stalinien,nes, et plus récemment les crimes de guerre perpétrés à Boutcha, Marioupol ou Irpin, occupent une place centrale dans le récit identitaire ukrainien. Zelensky a à plusieurs reprises rappelé que toute paix véritable doit passer par la reconnaissance de ces crimes, déclarant notamment : « Nous devons restaurer la validité du droit international – sans compromis avec l’agresseur... Chaque jour de retard signifie de nouvelles morts » (Zelensky, cité dans American Rhetoric, 2022). Cette exigence de reconnaissance ne vise pas seulement un apaisement symbolique, mais constitue une demande politique de réparation morale et juridique.

Le second impératif, la garantie de sécurité future, repose sur le rejet catégorique de toute « neutralité géopolitique » imposée. L’expérience du Mémorandum de Budapest de 1994, par lequel l’Ukraine renonçait à son arsenal nucléaire en échange de garanties de sécurité, non respectées lors de l’annexion de la Crimée, alimente une méfiance profonde à l’égard des engagements non contraignants. Zelensky l’a clairement exprimé : « Pour nous, une armée forte est une ligne rouge... Et l’adhésion à l’OTAN n’est plus une option, mais une condition de survie » (Zelensky, cité dans RBC Ukraine, 2025). Cette posture s’inscrit dans un projet plus large de désalignement définitif de l’Ukraine vis-à-vis de la sphère d’influence russe, comme l’a analysé Haroche : « L’Ukraine conteste radicalement la logique des sphères d’influence russes, en affirmant sa souveraineté comme projet civique » (Haroche, 2023).

À défaut de répondre à ces deux conditions, toute proposition de paix risque d’être interprétée comme une manœuvre stratégique visant à affaiblir l’Ukraine de l’intérieur, à figer un rapport de force injuste et à perpétuer la domination russe sous une autre forme. Dans une guerre identitaire marquée par la peur de l’anéantissement culturel et politique, une paix imparfaite pourrait être vécue comme une capitulation morale. Ainsi, la posture de l’Ukraine face aux négociations ne peut être dissociée d’une logique de défense identitaire radicale, construite autour de la mémoire des injustices passées et de la volonté de garantir, pour l’avenir, l’irréversibilité de son indépendance. En cela, la paix ne pourra émerger que d’un cadre dans lequel la reconnaissance des souffrances subies et l’assurance d’un avenir libre sont garanties, à défaut de quoi la poursuite du conflit pourrait être perçue comme une nécessité existentielle.

3.3 Dynamique identitaire et obstacles à la résolution du conflit

Les théories contemporaines sur la résolution des guerres identitaires ont pour point commun de proposer des mécanismes de reconnaissance, de dialogue et de transformation des récits antagonistes. Toutefois, dans le contexte du conflit russo-ukrainien, plusieurs de ces principes se heurtent à des obstacles structurels, historiques et symboliques qui rendent leur mise en œuvre particulièrement difficile.

Nous avons vu que l'approche institutionnelle de type consociatif, proposée par Lijphart, suggère que la pacification des sociétés fragmentées repose sur un partage formalisé du pouvoir, garantissant aux différents groupes identitaires une participation équitable à la vie politique. Ce modèle suppose toutefois l'existence d'un minimum de reconnaissance mutuelle et de volonté de compromis. Or, dans le cas ukrainien, la négation persistante par la Russie de l'existence même d'une nation ukrainienne distincte rend cette reconnaissance impossible. Le discours du Kremlin, qui qualifie l'Ukraine d'*« invention de Lénine »* (Plokhy, 2023, p. 7), va à l'encontre de tout principe de cohabitation ou de reconnaissance des diversités identitaires. Dès lors, comme le souligne Derriennic, « la paix civile ne peut résulter que d'un compromis entre l'unité politique nécessaire et la reconnaissance des diversités culturelles légitimes » (Derriennic, 2001, p. 109). Un compromis qui est ici activement rejeté par la position russe selon sa rhétorique.

Dans une certaine continuité de ce principe, nous avons présenté la démocratie multinationale défendue par Gagnon et Tully comme une proposition reposant sur la reconnaissance constitutionnelle des nations au sein d'un même État (Gagnon & Tully, 2001, p. 61). Ce modèle aurait pu s'appliquer dans une Ukraine post-soviétique inclusive, notamment en intégrant les régions russophones dans un pacte politique pluraliste. Un projet politique qui aurait toutefois pu être considéré comme controversé dans ce contexte vu les motivations qui alimentaient la création de l'État ukrainien. Toutefois, la militarisation du conflit par Moscou, combinée à la stratégie de soutien aux séparatistes dans le Donbass, a effacé toute possibilité de fédéralisme négocié. La guerre a transformé une tension identitaire interne en un conflit internationalisé rendant les réformes inclusives politiquement intenables à court terme. De plus, comme l'ont montré Fearon et Laitin, de telles réformes sont vouées à l'échec si elles se déploient dans un contexte d'institutions faibles et de fragmentation sociale, conditions réunies en Ukraine à la suite du Maidan (Fearon & Laitin, 2003, p. 88).

De son côté, l'approche constructiviste, quant à elle, proposait une voie de sortie fondée sur la transformation des récits identitaires antagonistes. En insistant sur le caractère construit et évolutif des identités (Anderson, 1983 ; Brubaker, 2006), cette perspective ouvre la possibilité de déconstruire les oppositions binaires et de promouvoir des récits communs. Une solution qui paraît adéquate considérant l'histoire partagée et ambivalente entre ces deux nations. Néanmoins, dans le cas ukrainien, cette démobilisation symbolique est entravée par la persistance de récits mémoriels opposés, activement instrumentalisés par les élites politiques actuellement. Le recours à la mémoire de sombres événements historiques, tel que l'Holodomor, comme piliers identitaires ukrainiens en réponse à la négation russe, a certes consolidé une nation civique, mais a également figé l'ennemi dans un rôle d'agresseur historique absolu (Snyder, 2010, p. 55). De même, la Russie mobilise des récits de protection des russophones et de lutte contre le « nazisme », obstruant toute forme de réconciliation narrative (Popova & Shevel, 2024, p. 15).

Sinon, les conditions de réussite d'une résolution pacifique, telles que décrites par Charles Tilly, nécessitent des espaces d'interaction intergroupes, la réciprocité et l'inclusion politique (Tilly, 2003, p. 17-18). Or, dans le conflit ukrainien, la guerre elle-même a détruit ces espaces entre les communautés au travers de la violence militaire, des déplacements forcés et de l'occupation de territoires. La polarisation identitaire est telle que tout compromis est perçu comme une trahison existentielle. Ce qui amène à l'un des plus grands obstacles à la résolution du conflit, soit la question de l'indivisibilité perçue du territoire. Nous avons précédemment vu que la question territoriale n'est pas uniquement d'un ordre géostratégique, mais que chacun des belligérants a su construire des motivations identitaires pour se battre pour ces territoires. La Crimée, le Donbass, mais aussi Kyiv, ont chacun été érigés en symboles d'appartenance exclusive. Toute tentative de partage est donc rejetée d'emblée comme une atteinte insupportable à l'intégrité de l'identité collective.

3.4 Recommandations pour une résolution durable du conflit

Toute résolution durable du conflit russo-ukrainien doit répondre aux aspirations légitimes de souveraineté de l'Ukraine sans pour autant humilier ou isoler définitivement la Russie, au risque de nourrir une logique de revanche et de conflit prolongé. Comme l'ont montré de nombreux cas de sortie de guerre, une paix perçue comme punitive ou asymétrique crée les conditions de futures instabilités. Le défi central est donc de concilier la sécurité de l'Ukraine avec un espace diplomatique permettant à la Russie de sortir

du conflit avec des gains ou des garanties politiques suffisants pour justifier, aux yeux de son propre régime, un retrait ou une désescalade.

En ce sens, l’Ukraine ne peut accepter un règlement de paix qui entérine la perte permanente de territoires sans condition. Cependant, le retour immédiat et intégral de la Crimée ou du Donbass à l’autorité ukrainienne est politiquement irréaliste à court terme, compte tenu de la situation militaire et des enjeux symboliques pour Moscou. Une voie viable pourrait être de mettre en place des statuts spéciaux négociés, temporaires ou conditionnels, garantissant l’autonomie locale sous souveraineté ukrainienne, avec un calendrier de réintégration encadré par la communauté internationale. Une formule de ce type avait déjà été envisagée dans les accords de Minsk II, sans succès, notamment en raison de l’absence de bonne foi des acteurs concernés. Pour qu’un tel modèle fonctionne, il faudra qu’il soit adossé à des garanties de sécurité et à des mécanismes de surveillance robustes, mais aussi qu’il reconnaisse que la Russie puisse en ressortir avec un rôle symbolique de « protecteur des russophones », sans pour autant menacer l’intégrité ukrainienne. Cette solution permettrait à Moscou d’afficher un succès narratif en échange d’un retrait effectif.

L’un des freins majeurs à une paix négociée réside dans le coût politique d’un retrait pour le régime de Poutine, qui a investi massivement sa légitimité dans la justification de la guerre. Le Kremlin perçoit la guerre comme un acte préventif destiné à enrayer l’élargissement occidental, mais aussi à restaurer un ordre régional régi par la Russie (Posen, 2025, p. 12). Dans cette optique, une paix durable doit offrir à la Russie une forme de reconnaissance de ses intérêts stratégiques régionaux, sans pour autant valider les violations du droit international. Cela pourrait passer par des engagements formels sur la non-implantation d’armes nucléaires ou offensives sur le sol ukrainien, un rôle d’observateur dans certaines discussions régionales sur la sécurité de la mer Noire, ou encore une levée progressive des sanctions économiques en échange de retraits militaires vérifiables et d’un engagement au respect des frontières reconnues. Au final, l’enjeu pour la Russie est aussi en partie symbolique, d’avoir la possibilité de sortir de la guerre avec la capacité de dire qu’elle a défendu ses intérêts sécuritaires sans avoir été militairement vaincue (Haroche, 2023).

Un des points importants que l’on peut constater est le fait que le conflit a su révéler un échec de l’architecture de sécurité européenne issue de l’après-guerre froide. Comme le note Sarotte (2021), le flou laissé dans les promesses occidentales sur l’élargissement de l’OTAN a nourri chez Moscou un sentiment

de trahison et d'encerclement stratégique. Une paix durable devrait donc s'accompagner d'un dialogue paneuropéen sur la sécurité, incluant non seulement l'Ukraine et la Russie, mais aussi les grandes puissances de l'OTAN et de l'UE. Ce dialogue pourrait notamment porter sur des zones démilitarisées autour de certaines frontières sensibles ; la mise en place d'accords de contrôle des armements régionaux ; et des mécanismes de transparence militaire bilatéraux ou multilatéraux. Il est certes possible d'envisager un modèle de paix négative fondée sur une dissuasion mutuelle, tel que l'armistice en place sur péninsule coréenne. Toutefois, compte tenu de l'ampleur territoriale nettement plus vaste à surveiller en Ukraine, ainsi que du manque de confiance et de fiabilité entre les acteurs concernés, une telle approche apparaîtrait à la fois coûteuse et fragile dans la perspective de maintenir la paix de manière durable. En réalité, avant l'invasion de 2022, il n'y avait pas de stratégie de dissuasion pleinement structurée vis-à-vis de Moscou : les réponses occidentales relevaient davantage de la retenue et d'une forme d'ambiguïté stratégique, ce qui a contribué à l'absence de mécanisme clair pour prévenir l'éclatement du conflit (Sarotte, 2021 ; Haroche, 2023). Ultimement, sans une révision partielle du cadre sécuritaire régional, toute solution resterait fragile et exposée à de nouvelles confrontations.

L'un des leviers concrets de réconciliation à long terme pourrait être un programme de reconstruction économique impliquant à la fois l'Ukraine, la Russie et la communauté internationale. Ce programme pourrait être structuré autour de corridors d'infrastructures, de garanties commerciales réciproques, ou encore de fonds d'investissement conjoints pour les zones de conflit comme le Donbass, Kharkiv et Sud de l'Ukraine. Une approche similaire avait été employée avec succès dans les Balkans à la suite des guerres des années 1990. Dans cette logique, la Russie pourrait être incitée à coopérer économiquement pour garantir un minimum d'influence et de stabilité dans la région, tout en contribuant à sa propre réinsertion partielle dans l'ordre économique mondial. En ce moment, les effets des sanctions ont isolé Moscou, mais cette exclusion risque aussi de renforcer l'alliance sino-russe et de radicaliser le régime si aucune porte de sortie n'est proposée (Hess, 2023, p. 221).

Une résolution durable devra inclure des mécanismes de reconnaissance des souffrances, mais éviter un modèle uniquement punitif qui bloquerait la réconciliation. À l'image de ce qui fut fait en Afrique du Sud ou au Rwanda, un processus de justice transitionnelle différenciée pourrait être envisagé, combinant des enquêtes internationales sur les crimes de guerre les plus graves comme ceux commis envers les civiles; des commissions locales et bilatérales intégrant des membres ukrainiens et russes pour aborder les sujets concurrents ; une amnistie partielle et conditionnelle pour certains acteurs du conflit selon des critères de

collaboration au projet de paix. Il s'agira de déconstruire les identités antagonistes figées et de rouvrir un espace de narration croisée entre deux nations historiquement imbriquées, mais désormais politiquement séparées (Brubaker, 2006, p. 12).

3.5 Conclusion

Au terme de cette analyse, il apparaît clairement que la résolution du conflit russo-ukrainien dépasse de loin les paramètres traditionnels de la diplomatie ou des accords de cessez-le-feu. Il s'agit effectivement d'un affrontement profondément enraciné dans l'histoire, traversé par des récits concurrents, des identités antagonistes, des mémoires douloureuses et des visions du monde irréconciliables. Ce n'est pas simplement une guerre pour des territoires ou pour l'équilibre géopolitique européen, mais une lutte existentielle sur ce que sont et ce que doivent devenir l'Ukraine, la Russie, et même l'ordre international contemporain.

Les recommandations formulées dans ce chapitre, qu'il s'agisse des concessions territoriales encadrées, de garanties de sécurité, d'un dialogue régional repensé ou d'une justice transitionnelle, s'inscrivent dans une perspective pragmatique, mais aussi profondément théorique. Elles s'appuient sur des modèles issus de la littérature en science politique et en résolution de conflits, parfois testés dans d'autres contextes, mais dont la transposition au cas ukrainien reste hautement incertaine. Car si les approches que l'on a utilisées offrent des cadres conceptuels intéressants, leur mise en œuvre est aujourd'hui rendue extrêmement difficile vu le niveau de polarisation atteint et la brutalité de la guerre en cours.

Toutefois, la faisabilité de ces propositions demeure conditionnée à plusieurs facteurs concrets. Politiquement, leur mise en œuvre supposerait un changement de position au Kremlin, capable d'accepter une désescalade sans percevoir cela comme une défaite existentielle, un scénario improbable tant que la légitimité interne du régime repose sur la guerre (Posen, 2025, p. 12). Sur le plan institutionnel, l'Ukraine devrait bénéficier de garanties de sécurité robustes, sans lesquelles toute concession apparaîtrait comme une menace vitale. Enfin, au niveau international, la mise en œuvre nécessiterait un consensus des grandes puissances occidentales et un engagement soutenu d'organisations internationales, alors même que les rivalités géopolitiques entre les États-Unis, l'UE, la Russie et la Chine compliquent une telle coordination (Massie, 2022 ; Hess, 2023). Ces conditions montrent que les obstacles structurels, asymétrie militaire, absence de confiance, coûts politiques internes rendent ces propositions difficilement applicables à court terme.

Plus encore, cette réflexion se heurte à une contradiction fondamentale : pour toute solution juste pour l'Ukraine, celle-ci paraît inacceptable pour la Russie, et vice-versa. À cela s'ajoute une asymétrie morale alimentée par les crimes de guerre, les déportations, les discours négationnistes, qui rendent la réconciliation non seulement politiquement coûteuse, mais humainement difficile à concevoir. C'est une perspective de paix difficile à entreprendre et qui sera lourde en répercussions si celle-ci se réalise de la mauvaise manière. Selon Massie (2022), « toute paix imposant la neutralité reviendrait à récompenser une logique de conquête et perpétuerait l'instabilité régionale ». Ainsi, les scénarios de paix évoqués relèvent en grande partie d'une projection normative, d'un idéal de résolution construit dans un espace analytique où les leviers de bonne foi, de compromis et de reconnaissance mutuelle sont censés exister, alors même qu'ils sont aujourd'hui largement absents du terrain. Cette tension entre la nécessité de proposer des pistes et la lucidité sur leur faisabilité réelle constitue le cœur du dilemme : il faut penser la paix, sans illusion sur les obstacles qu'elle rencontre.

CONCLUSION

Cette recherche avait pour objectif d'explorer les raisons profondes qui rendent si difficile l'émergence d'un compromis diplomatique entre la Russie et l'Ukraine. Si les débats publics mettent souvent l'accent sur des facteurs géopolitiques, notre étude a permis de montrer qu'une part essentielle du conflit repose ailleurs, dans des dynamiques plus anciennes et plus profondes. Ce que révèle ce conflit, c'est l'incapacité des approches strictement réalistes ou institutionnelles à saisir la dimension identitaire et historique du problème. Il ne s'agit pas uniquement d'une guerre pour le contrôle du territoire ou pour la sécurité régionale, mais d'un affrontement entre deux récits nationaux inconciliables. D'un côté, l'Ukraine lutte pour faire reconnaître son autonomie politique et symbolique après des siècles de domination impériale. De l'autre, la Russie persiste à nier cette autonomie en invoquant un passé commun indissociable, réinterprété comme une justification de son intervention.

Nous avons pu démontrer cette idée en posant les fondations théoriques nécessaires à cette relecture. En mobilisant la théorie des guerres identitaires, nous avons mis en évidence plusieurs caractéristiques structurelles qui s'appliquent directement au cas ukrainien : la perception d'une menace existentielle, l'importance de la mémoire collective comme ciment identitaire, l'indivisibilité symbolique du territoire, et l'usage politique de récits historiques antagonistes. Ces éléments montrent que nous ne sommes pas simplement face à une guerre d'intérêts, mais à une lutte pour la définition même de ce qu'est une nation, un peuple, un passé, et un avenir.

Ensuite, ce travail a montré que les racines du conflit remontent bien au-delà des événements récents. Elles plongent dans une histoire marquée par des phases de cohabitation, d'assimilation forcée et de résistance, depuis les XVIIIe et XIXe siècles jusqu'aux traumatismes du XXe. La mémoire du Holodomor, des purges staliniennes ou encore de la russification linguistique s'est peu à peu cristallisée dans l'imaginaire ukrainien comme autant de preuves de la nécessité d'une rupture définitive avec Moscou. En ce sens, qualifier ce conflit de guerre identitaire n'est pas une simplification : c'est reconnaître que les identités nationales, une fois perçues comme existentielles, rendent tout compromis infiniment plus complexe.

Enfin, nous avons pu analyser ces différents éléments identitaires et historiques afin de donner toute crédibilité à la mise en application de la théorie de guerres identitaires sur le conflit actuel opposant l'Ukraine et la Russie. Nous avons vu comment plusieurs éléments fondamentaux de la théorie sont présents dans le contexte actuel et comment il se manifeste dans les différents discours provenant des belligérants. Les recommandations proposées dans la dernière partie du travail reposent sur cette reconnaissance du caractère identitaire du conflit. Elles s'appuient sur des éléments concrets : sécurité territoriale, reconstruction, reconnaissance symbolique, justice transitionnelle. Mais force est d'admettre que ces propositions demeurent, pour l'heure, largement théoriques. Elles supposent un minimum de confiance entre les parties, une volonté de compromis, et une reconnaissance mutuelle, des conditions présentement absentes et qui posent un sévère problème à toute perspective de paix réalisée par la négociation.

Dès lors, une interrogation pourrait s'imposer : le conflit peut-il se conclure autrement que par la victoire décisive d'un des deux camps ? La perspective d'une victoire décisive semble hautement improbable dans les faits. Ni la Russie ni l'Ukraine ne semblent avoir les moyens de soumettre totalement l'adversaire sans s'exposer à un effondrement prolongé de leurs ressources militaires, politiques ou sociales. La Russie a échoué à atteindre ses objectifs initiaux. L'Ukraine, malgré son courage et son soutien occidental, peine à reprendre l'ensemble de ses territoires.

En s'appuyant sur les fondements de la *War Termination Theory* basés sur les apports de Massoud (1996, p. 491), il devient clair que la solution la plus plausible, à moyen ou long terme, reste tout de même la négociation. Non pas une négociation idéale ou immédiate, mais une issue imposée par l'usure, la fatigue stratégique et la reconnaissance mutuelle des limites militaires (Stanley, 2009, p. 8). Ce type de sortie suppose cependant un changement de posture : l'acceptation d'un compromis imparfait, fondé sur des concessions réciproques, et sur l'abandon de certains objectifs identitaires, hautement symboliques (Tuck, 2016, p. 111-118). Mais c'est là que réside le véritable défi. Comme nous l'avons observé dans ce travail, les conflits identitaires ne se résolvent pas simplement par la force ou par la répartition du pouvoir. Ils exigent un processus de transformation narrative, de reconnaissance symbolique, de travail mémoriel, que ni l'Ukraine ni la Russie ne semblent aujourd'hui prêtes à engager. Et même si ce chemin devait s'ouvrir, il exigerait des générations pour produire des effets durables.

Il serait naïf d'imaginer que la paix pourrait émerger dans un avenir proche, tant les lignes de fracture sont profondes. Pourtant, penser que la paix demeure indispensable, non pas comme une solution immédiate, mais comme un horizon vers lequel il faut tendre. Ce travail a tenté de montrer que la guerre actuelle se doit d'être comprise en intégrant ses dimensions identitaires, historiques ainsi que symboliques, et que sa résolution exigera bien plus que des traités ou des sanctions.

Ce n'est qu'en comprenant ce que chaque nation défend, son passé, sa mémoire et son intégrité symbolique, que l'on pourra un jour concevoir les perspectives de paix par un accord durable. Cette paix sera sans doute partielle, fragile, imparfaite. Mais elle reste, malgré tout, la seule alternative à une guerre sans fin, où les défaites militaires se transforment en victoires narratives, et où la souffrance des peuples devient un carburant pour les récits de vengeance future.

BIBLIOGRAPHIE

- Allison, R. (2014). « Russian ‘Deniable’ Intervention in Ukraine: How and Why Russia Broke the Rules, » *International Affairs*, vol. 90, no. 6, pp.1255-1297.
- Anderson, B. (1983). *Imagined Communities*. New-York | Londres : Verso, 240 p.
- Arel, D. & Driscoll, J. (2022). *Ukraine’s Unnamed War. Before the Russian Invasion of 2022*, Cambridge: Cambridge University Press, 320 p.
- Brubaker, R. (2006). *Ethnicity Without Groups*. Cambridge : Harvard University Press, 296 p.
- Cederman, L.-E., Gleditsch, K. S., & Buhaug, H. (2013). *Inequality, Grievances, and Civil War*. New York : Cambridge University Press, 276 p.
- Collier, P., & Hoeffler, A. (2004). « Greed and grievance in civil war ». *Oxford Economic Papers*, vol. 56, no. 4, pp. 563-595.
- Derriennic, J.-P. (2001). « Chapitre 3. Les guerres identitaires. » in *Les guerres civiles* (p. 71-110). Paris : Presses de Sciences Po, pp. 71-110.
- Deutsch, A. (2024). « Putin-controlled aircraft deported Ukrainian children, US-backed research alleges. » *Reuters*. En ligne : <https://www.reuters.com/world/europe/putin-controlled-aircraft-deported-ukrainian-children-us-backed-research-alleges-2024-12-03/>
- Fearon, J. D., & Laitin, D. D. (2003). « Ethnicity, insurgency, and civil war ». *American Political Science Review*, vol. 97, no. 1, pp. 75-90.
- Gagnon, A.-G., & Tully, J. (2001). *Multinational Democracies*. New York: Cambridge University Press. 411 p.

- Haroche, P. (2023). « Vous avez dit « sphères d'influence » ? Le néoréalisme face à la guerre russe-ukrainienne », *Le Rubicon*, En ligne : <https://lerubicon.org/vous-avez-dit-spheres-dinfluence-le-neorealisme-face-a-la-guerre-russo-ukrainienne/>
- Harvard Ukrainian Research Institute. (2025). « The King Is Dead: The Funeral of the Ukrainian Language. » *HURI – GIS for History*, En ligne: <https://www.gis.huri.harvard.edu/king-dead>
- Hess, M. (2023). *Economic War: Ukraine and the Global Conflict Between Russia and the West*, Londres : Hurst Publishers, 280 p. Hopf, T. (2002). *Social Construction of International Politics: Identities and Foreign Policies, Moscow, 1955-1999*. Cornell University Press.
- Hopf, T. (2002). *Social Construction of International Politics: Identities and Foreign Policies, Moscow, 1955-1999*. Ithaca : Cornell University Press, 229 p.
- Horowitz, D. L. (1985). *Ethnic Groups in Conflict*. Berkeley: University of California Press, 697 p.
- Human Rights Watch. (2024). « Education under occupation: Forced russification of the school system in occupied Ukrainian territories. » *Human Rights Watch Official Website*. En ligne : <https://www.hrw.org/report/2024/06/20/education-under-occupation/forced-russification-school-system-occupied-ukrainian>
- Iljin, I. (1938). *Fundamentals of the struggle for national Russia*.
- Jenkins, R. (2008). *Social Identity*. 3rd ed. London : Routledge, 246 p.
- Kappeler, A. (2014). *The Russian Empire: A Multiethnic History*. New York: Routledge, 480 p.
- Kaufman, S. J. (2001). *Modern Hatreds: The Symbolic Politics of Ethnic War*. New-York : Cornell University Press, 262 p.

- Khudov, K. & Sly, L. (2022). « Accounting of bodies in Bucha nears completion ». *The Washington Post*. En ligne: <https://www.washingtonpost.com/world/2022/08/08/ukraine-bucha-bodies/>
- Kolesnikov, A. (2023). « Blood and Iron: How Nationalist Imperialism Became Russia's State Ideology », *Carnegie Russia Eurasia Center*, En ligne: <https://carnegieendowment.org/research/2023/11/blood-and-iron-how-nationalist-imperialism-became-russias-state-ideology?lang=en>
- Kotliuk, G. (2023). « Colonization of minds: Ukraine between Russian colonialism and Western Orientalism. » *Frontiers in Sociology*, vol.8, En ligne: <https://www.frontiersin.org/journals/sociology/articles/10.3389/fsoc.2023.1206320/full>
- Kuzio, T. (2022). *Russian Nationalism and the Russian-Ukrainian War*, New-York : Routledge, 288 p.
- Lebedev, A. (2022). *Jamais frères ? Ukraine et Russie : Une tragédie postsovietique*, Paris : Seuil, 224 p.
- Lévesque, J. & Breault, Y. (2016). « La multipolarité et sa tournure « revanchiste » dans la politique internationale de la Russie : ses causes, son cheminement et les options du Canada », *Études internationales*, vol. 47, no. 4, pp. 431-450.
- Liber, G. (1991). « Korenizatsiia: Restructuring Soviet nationality policy in the 1920s », *Ethnic and Racial Studies*, vol.14, no.1, pp. 15–23.
- Lijphart, A. (1977). *Democracy in Plural Societies*. New Haven : Yale University Press, 254 p.
- Luckyj, G.S.N. (1990). *Shevchenko and the Critics: 1861-1980*. Toronto: University of Toronto Press, 552 p.
- Magocsi, P. R. (2010). *A History of Ukraine: The Land and Its Peoples*. Toronto: University of Toronto Press, 896 p.

- Mamdani, M. (2002). *When Victims Become Killers: Colonialism, Nativism, and the Genocide in Rwanda*. Princeton : Princeton University Press, 384 p.
- Marangé, C. (2017). « Radioscopie du conflit dans le Donbass », *Les Champs de Mars*, vol. 1, no. 29, pp. 13-29.
- Marten, K. (2023). « NATO Enlargement: Evaluating Its Consequences in Russia, » in James Goldgeier & Joshua R. Itzkowitz Shifrinson (eds), *Evaluating NATO Enlargement: From Cold War Victory to the Russia-Ukraine War*, Londres : Palgrave Macmillan, pp. 209-249.
- Massie, J. (2022). « Quelle paix pour l'Ukraine ? Comprendre les causes de la guerre pour y mettre fin », *Le Rubicon*, En ligne : <https://lerubicon.org/quelle-paix-pour-lukraine-comprendre-les-causes-de-la-guerre-pour-y-mettre-fin/> Tansa George Massoud, « War Termination», *Journal of Peace Research*, vol.33, no.4, 1996, p. 491.
- Massoud, T. G. (1996). « War Termination», *Journal of Peace Research*, vol.33, no.4, pp. 491-496.
- McFaull, M. (2020). « Putin, Putinism, and the Domestic Determinants of Russian Foreign Policy, » *International Security*, vol. 45, no. 2, pp. 95-139.
- Oksamytyna, K. (2023). « Imperialism, Supremacy, and the Russian Invasion of Ukraine, » *Contemporary Security Policy*, vol. 44, no. 4, pp. 497-512.
- Onuch, O & E. Hale, H. (2023). *The Zelensky Effect*, Oxford : Oxford University Press, 224 p.
- Ourdan, R. (2025). « Culture: Ukraine's other existential battle. » *Le Monde*. En ligne : https://www.lemonde.fr/en/international/article/2025/02/23/culture-ukraine-s-other-existential-battle_6738479_4.html
- Plokhy, S. (2015). *The Gates of Europe: A History of Ukraine*. New York: Basic Books, 395 p.

- Plokhy, S. (2023). *The Russo-Ukrainian War. The Return of History*, New-York : W.W. Norton & Company, 384 p.
- Popova, M., & Shevel, O. (2024). *Russia and Ukraine: Entangled Histories, Diverging States*. Cambridge: Cambridge University Press, 278 p.
- Posen, B.R. (2025). « Putin's Preventive War: The 2022 Invasion of Ukraine », *International Security*, vol. 49, no. 3, pp. 7–49.
- Russia Matters (2022). « From Accepting NATO Aspirations to 'Denazifying': 20+ Years of Putin's Changing Views on Ukraine », *Russia Matters – Harvard Kennedy School: Belfer Center for Science & International affairs*, En ligne: <https://www.russiamatters.org/analysis/accepting-nato-aspirations-denazifying-20-years-putins-changing-views-ukraine>
- Sarotte, M-E (2021). *Not One Inch: America, Russia, and the Making of Post-Cold War Stalemate*, New Haven: Yale University Press, 568 p.
- Sarotte, M-E. & Plokhy, S. (2020). « The Shoals of Ukraine: Where American Illusions and Great-Power Politics Collide », *Foreign Affairs*, vol.99, no.1, pp. 81-95.
- Smith, A. D. (1991). *National Identity*. Reno : University of Nevada Press, 226 p. Elizabeth A. Stanley, *Paths to Peace: Domestic Coalition Shifts, War Termination and the Korean War*, Stanford: Stanford University Press, 2009, p. 8.
- Stanley, E. A. (2009). *Paths to Peace: Domestic Coalition Shifts, War Termination and the Korean War*, Stanford: Stanford University Press, 408 p.
- Snyder, T. (2010). « Chapter 1: The Soviet Famines », *Bloodlands: Europe Between Hitler and Stalin*. New York: Basic Books, pp. 21-59.
- Sydorenko, S. (2025). « Zelenskyy ready to discuss everything with Trump, including NATO, but sets red lines », *Ukrainska Pravda*, En ligne: <https://www.pravda.com.ua/eng/news/2025/02/14/7498303/>

- Sydorenko, S. & Oliynyk, T. (2025) « Ukraine Has Presented Us with Red Lines for Peace Talks, Including NATO Membership – Source. », *Ukrainska Pravda*, En ligne: www.pravda.com.ua/eng/news/2025/03/13/7502764/
- Subtelny, O. (2009). *Ukraine: A History*. Toronto: University of Toronto Press, pp. 784 p.
- Suny, R. G. (1993). *The Revenge of the Past: Nationalism, Revolution, and the Collapse of the Soviet Union*. Stanford University Press, 224 p.
- Tilly, C. (2003). *The Politics of Collective Violence*. New-York : Cambridge University Press, 276 p.
- Toft, M. D. (2003). *The Geography of Ethnic Violence: Identity, Interests, and the Indivisibility of Territory*. Princeton : Princeton University Press, 226 p.
- Tremblay-Auger, B. (2021). « Financer la discorde : le soutien international aux groupes rebelles comme contre-force à la résolution des conflits civils. », *Études internationales*, vol. 52, no.3, p. 241–271. Christophe Tuck, « Theoretical Perspectives on the Ending of Wars », National Institute for Defense Studies International Forum on War History: Proceedings, 2016, p. 111-118.
- Tuck, C. (2016). « Theoretical Perspectives on the Ending of Wars », *National Institute for Defense Studies International Forum on War History: Proceedings*, pp. 111-120.
- Valenza, D. (2023). « Russia’s Cultural Diplomacy in Post-Soviet Space: The Making of “One People,” » *Eurasian Geography and Economics*, vol. 64, no. 4, pp. 399-430.
- Van Herpen, M. H. (2015). *Putin’s Wars: The Rise of Russia’s New Imperialism*, Lanham: Rowman & Littlefield, 296 p.
- Wilson, A. (2014). *Ukraine Crisis: What It Means for the West*. New Haven: Yale University Press, 236 p.

- Zelensky, V. (2022). « Volodymyr Zelensky's 10-Point Peace Formula Speech » cite dans *American Rhetoric*, En ligne:
<https://www.americanrhetoric.com/speeches/volodymyrzelensky10pointpeaceformula.htm>
- Zelensky, V. (2025). « Zelenskyy names Ukraine's red lines in peace negotiations with Russia » cite par *RBC Ukraine*. En ligne : <https://newsukraine.rbc.ua/news/zelenskyy-names-ukraine-s-red-lines-in-peace-1743696701.html>